



Thème 6 :

Comment l'Etat peut-il intervenir dans l'économie ?

- **Ch1 - Découvrir l'intervention de l'Etat**
- **Ch2 - Analyser les défaillances des marchés et de l'Etat**
- **Ch3 - Etudier les politiques économiques de l'Etat et de l'Europe**
- **Ch4 - Etudier les politiques sociales**



Chapitre 1 : L'intervention de l'Etat

1. **Quel est le rôle de l'Etat ?**
2. Quels sont les degrés d'intervention de l'Etat dans l'économie ?
3. Quelles sont les ressources et les dépenses de l'Etat ?
4. Quelles sont les caractéristiques et les évolutions de l'Etat employeur ?

Objectifs :

- Expliquer les différences entre les notions d'Etat-gendarme et d'Etat-providence et envisager le degré de participation de l'Etat à l'économie via des entreprises publiques, semi-publiques ou privées.
- Distinguer le déficit public de la dette publique

Quiz : Les domaines d'intervention de l'Etat



■ **Q1 : Expliquez le lien entre ces photographies et les domaines d'intervention de l'Etat.**

Les photographies montrent des militaires, du personnel hospitalier et une ligne de métro parisien. L'État intervient dans ces trois domaines d'activités, soit comme employeur, soit comme apporteur de capitaux.

■ **Q2 : Citez d'autres domaines dans lesquels l'Etat intervient.**

L'enseignement, la justice, la police... ou encore des entreprises semi-publiques ou publiques : la SNCF, Thalès, Airbus...

Vidéo : Budget : l'Etat lâche du lest et les économies attendront



- Q3 : Indiquez quel est le budget prévisionnel de l'État pour 2020 et commentez son évolution depuis 2017.
- Q4 : Citez les domaines d'intervention de l'État concernés par une augmentation de budget en 2020.
- Q5 : Présentez les solutions qui avaient été envisagées pour que l'État fasse des économies.



Vidéo : Budget : l'État lâche du lest et les économies attendront

- **Q3 : Indiquez quel est le budget prévisionnel de l'État pour 2020 et commentez son évolution depuis 2017.**

Les dépenses publiques passent de 252,8 milliards d'euros en 2017 à 267,5 milliards d'euros prévus en 2020, soit une augmentation de près de 6 %.

- **Q4 : Citez les domaines d'intervention de l'État concernés par une augmentation de budget en 2020.**
 - la Défense (+ 1,7 milliard d'euros),
 - l'Intérieur (+ 740 millions d'euros)
 - l'Écologie (+ 640 millions d'euros).
 - l'Éducation nationale, la Justice et la Santé sont également concernés mais sans précision concernant les budgets.
- **Q5 : Présentez les solutions qui avaient été envisagées pour que l'État fasse des économies.**
 - l'allongement de la durée de cotisation pour les retraites, mais cette idée a été mise de côté ;
 - la suppression de 50 000 postes de fonctionnaires. Ce chiffre a lui aussi été revu à la baisse : la vidéo évoque 15 000 suppressions.

1) Quel est le rôle de l'Etat ?

Situation

37,5 milliards d'euros. C'est le montant du budget du ministère des Armées pour l'année 2020. Les crédits consentis pour la modernisation des capacités de nos armées en font le deuxième poste budgétaire de l'État, derrière l'Éducation nationale.

A) De l'Etat-gendarme à l'Etat-providence

Doc 1 : Qu'est-ce que l'Etat-gendarme ?

L'État, en tant qu'administration publique, produit et fournit des services non marchands pour les agents économiques. On a longtemps considéré que le rôle de l'État consistait à intervenir de façon minimale dans la société pour maintenir l'ordre public et protéger le pays. Cet État-gendarme du XIX^e siècle est un État minimal qui remplit des fonctions régaliennes dans trois grands domaines : police, justice et défense nationale.



■ Q6 : Quel est le rôle d'un Etat-gendarme ?

L'État-gendarme désigne le rôle minimal de l'État à travers les fonctions dites « régaliennes », la police, la défense et la justice qui visent à maintenir l'ordre public et à protéger le pays.

Doc 2 : De l'Etat-gendarme à l'Etat-providence

Avec les guerres et les crises, les interventions publiques ont été de plus en plus nombreuses et le rôle de l'État s'est transformé. On a ainsi eu recours à l'État pour garantir l'intérêt général et protéger les populations, avec en particulier la protection sociale (création de la Sécurité sociale en 1945). Au milieu du XX^e siècle, l'État étend donc son rôle, il devient alors un État-providence qui intervient de façon importante dans la vie sociale et économique au nom d'impératifs sociaux.

■ Q7 : Pourquoi la conception de l'Etat a-t-elle évolué ?

Face à des situations économiques difficiles (guerre, crises), l'État a été conduit à élargir son intervention auprès de la population pour la protéger dans un souci de justice sociale.

Doc 1 : Qu'est-ce que l'Etat-gendarme ?

L'État, en tant qu'administration publique, produit et fournit des services non marchands pour les agents économiques. On a longtemps considéré que le rôle de l'État consistait à intervenir de façon minimale dans la société pour maintenir l'ordre public et protéger le pays. Cet État-gendarme du XIX^e siècle est un État minimal qui remplit des fonctions régaliennes dans trois grands domaines : police, justice et défense nationale.

Doc 2 : De l'Etat-gendarme à l'Etat-providence

Avec les guerres et les crises, les interventions publiques ont été de plus en plus nombreuses et le rôle de l'État s'est transformé. On a ainsi eu recours à l'État pour garantir l'intérêt général et protéger les populations, avec en particulier la protection sociale (création de la Sécurité sociale en 1945). Au milieu du XX^e siècle, l'État étend donc son rôle, il devient alors un État-providence qui intervient de façon importante dans la vie sociale et économique au nom d'impératifs sociaux.

■ Q8 : A quelle conception de l'Etat correspondent les missions du ministère des Armées et de l'Education nationale ?

La mission du ministère des **Armées** correspond à la conception d'**État-gendarme** .

La mission du ministère de **l'Education nationale** à celle de **l'État-providence**.

■ Q9 : Classez dans le tableau les locutions suivantes :

Etat minimal – Cotisations sociales – Intervention de la Police – Couverture maladie
Décisions de Justice – Minimum vieillesse – Retraites – Code de la route

Etat-gendarme	Etat-providence
Etat minimal	Cotisations sociales
Intervention de la Police	Couverture maladie
Décisions de Justice	Minimum vieillesse
Code de la route	Retraites

Doc 3 (extrait) : Les trois fonctions de l'Etat
Fonction de redistribution

L'intervention de l'État vise à réduire les inégalités de revenus en opérant des transferts sociaux entre les ménages.

Les prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) sont redistribués sous forme de prestations sociales à ceux qui en ont besoin.

Etat-gendarme	Etat-providence
Etat minimal	Cotisations sociales
Intervention de la Police	Couverture maladie
Décisions de Justice	Minimum vieillesse
Code de la route	Retraites

- **Q10 : Relevez les éléments du tableau complété précédemment, qui relèvent de la fonction de redistribution.**

Les éléments qui relèvent de la fonction de redistribution sont ceux qui se rapportent à l'État-providence qui effectue des prélèvements obligatoires (cotisations sociales) et verse des prestations sociales à ceux qui en ont besoin (couverture maladie, minimum vieillesse, retraites).

Doc 3 : Les trois fonctions de l'Etat

Fonction de régulation

L'objectif de l'État est de maintenir l'activité économique à un niveau satisfaisant. Pour cela, l'État peut relancer la croissance économique et fixer des règles pour le bon fonctionnement de l'économie.

Fonction d'allocation

L'État utilise les ressources (humaines, matérielles et financières) pour produire des biens et services non marchands au service de la collectivité.

Fonction de redistribution

L'intervention de l'État vise à réduire les inégalités de revenus en opérant des transferts sociaux entre les ménages.

Les prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) sont redistribués sous forme de prestations sociales à ceux qui en ont besoin.

■ Q11 : Lorsque l'Etat construit un hôpital, quelle fonction de l'Etat est mobilisée ?

La construction d'un hôpital résulte de la décision d'y allouer des ressources pour produire des services non marchands destinés à la collectivité.

Il s'agit donc de la **fonction d'allocation de l'État**.

1) Quel est le rôle de l'Etat ?

A) De l'Etat-gendarme à l'Etat-providence



B) L'Etat producteur

Doc 4 : Quelles entreprises appartiennent à l'Etat français ?

L'État français est le premier actionnaire de Renault : 15,01 % du capital et 22 % des droits de vote. En 2017-2018, l'État a ainsi participé à la nomination de plus de 700 administrateurs des entreprises dans lesquelles il possède des participations.

La stratégie et le suivi de ces enjeux stratégiques sont assurés par l'Agence des participations de l'État (APE). Au 31 décembre 2017, 81 entreprises entraient dans le radar de l'APE dans quatre secteurs : l'énergie, l'industrie, les transports, les services et la finance. Ces 81 entreprises ont pesé pour 509,5 milliards de chiffre d'affaires en 2017 et plus de 1,6 million de salariés. Au 31 juin 2018, l'État possédait en effet 83,7 % d'EDF ou 50,6 % d'Aéroports de Paris (ADP) parmi les entreprises cotées en bourse. Au total, ce portefeuille d'actions pesait plus de 77,5 milliards d'euros au 30 juin 2018. L'État possède également 11,1 % d'Airbus, 24,1 % d'Engie, 13,2 % de Safran, 25,7 % de Thalès ou 13,4 % d'Orange.

www.lanouvellerepublique.fr

Définitions :

Entreprise publique : entreprise appartenant à l'État ou à une collectivité territoriale ou dans laquelle l'État ou une collectivité territoriale détient la majorité du capital et/ou la majorité des voix en assemblée.

Entreprise semi-publique : entreprise dans laquelle l'État ou une collectivité territoriale détient moins de la moitié du capital et/ou une minorité des voix en assemblée.

Entreprise privée : entreprise appartenant à un ou plusieurs individus ou entités juridiques privées.

■ Q12 : Présentez les caractéristiques particulières d'une entreprise publique.

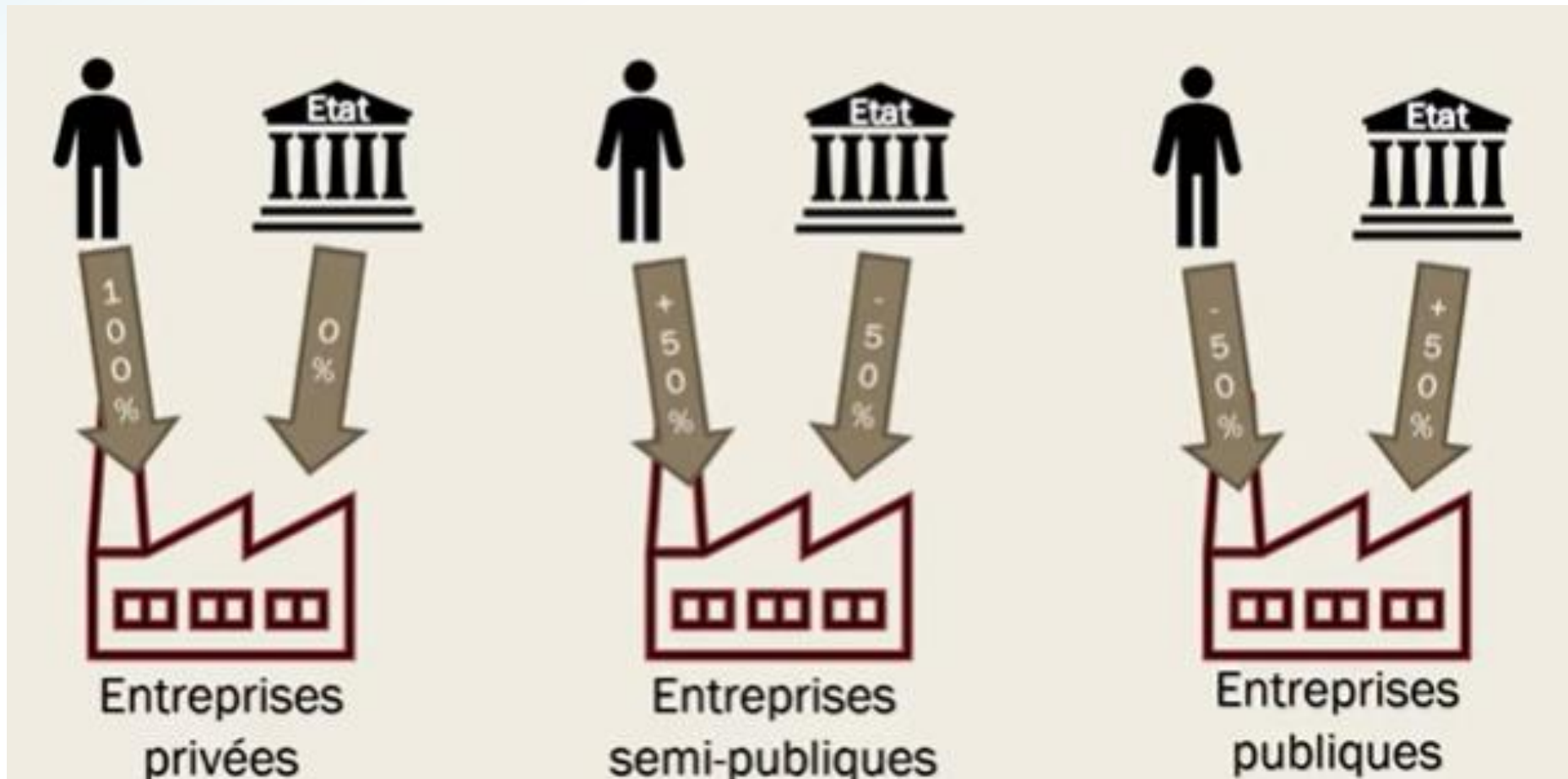
La particularité d'une **entreprise publique** réside dans le fait que **l'État en est propriétaire (généralement en partie)** et participe donc aux prises de décisions concernant ces entreprises (par l'intermédiaire des administrateurs).

Définitions :

Entreprise publique : entreprise appartenant à l'État ou à une collectivité territoriale ou dans laquelle l'État ou une collectivité territoriale détient la majorité du capital et/ou la majorité des voix en assemblée.

Entreprise semi-publique : entreprise dans laquelle l'État ou une collectivité territoriale détient moins de la moitié du capital et/ou une minorité des voix en assemblée.

Entreprise privée : entreprise appartenant à un ou plusieurs individus ou entités juridiques privées.



Doc 4 : Quelles entreprises appartiennent à l'Etat français ?

L'État français est le premier actionnaire de Renault : 15,01 % du capital et 22 % des droits de vote. En 2017-2018, l'État a ainsi participé à la nomination de plus de 700 administrateurs des entreprises dans lesquelles il possède des participations.

La stratégie et le suivi de ces enjeux stratégiques sont assurés par l'Agence des participations de l'État (APE). Au 31 décembre 2017, 81 entreprises entraient dans le radar de l'APE dans quatre secteurs : l'énergie, l'industrie, les transports, les services et la finance. Ces 81 entreprises ont pesé pour 509,5 milliards de chiffre d'affaires en 2017 et plus de 1,6 million de salariés. Au 31 juin 2018, l'État possédait en effet 83,7 % d'EDF ou 50,6 % d'Aéroports de Paris (ADP) parmi les entreprises cotées en bourse. Au total, ce portefeuille d'actions pesait plus de 77,5 milliards d'euros au 30 juin 2018. L'État possède également 11,1 % d'Airbus, 24,1 % d'Engie, 13,2 % de Safran, 25,7 % de Thalès ou 13,4 % d'Orange.

www.lanouvellerepublique.fr

Définitions :

Entreprise publique : entreprise appartenant à l'État ou à une collectivité territoriale ou dans laquelle l'État ou une collectivité territoriale détient la majorité du capital et/ou la majorité des voix en assemblée.

Entreprise semi-publique : entreprise dans laquelle l'État ou une collectivité territoriale détient moins de la moitié du capital et/ou une minorité des voix en assemblée.

Entreprise privée : entreprise appartenant à un ou plusieurs individus ou entités juridiques privées.

■ Q13 : Expliquez ce qui la distingue d'une entreprise privée.

La source de **financement des entreprises publiques émane de l'État**, c'est donc de l'argent public dont l'origine provient des prélèvements obligatoires.

Pour **les entreprises publiques la propriété revient à l'État** (on peut donc en déduire que sa gouvernance doit répondre en partie à des objectifs stratégiques liés aux décisions politiques)

Alors que les **entreprises privées appartiennent à un ou plusieurs individus privés** (ou entités juridiques)

Une entreprise privée se finance par **des fonds privés** principalement.

Doc 4 : Quelles entreprises appartiennent à l'Etat français ?

L'État français est le premier actionnaire de Renault : 15,01 % du capital et 22 % des droits de vote. En 2017-2018, l'État a ainsi participé à la nomination de plus de 700 administrateurs des entreprises dans lesquelles il possède des participations.

La stratégie et le suivi de ces enjeux stratégiques sont assurés par l'Agence des participations de l'État (APE). Au 31 décembre 2017, 81 entreprises entraient dans le radar de l'APE dans quatre secteurs : l'énergie, l'industrie, les transports, les services et la finance. Ces 81 entreprises ont pesé pour 509,5 milliards de chiffre d'affaires en 2017 et plus de 1,6 million de salariés. Au 31 juin 2018, l'État possédait en effet 83,7 % d'EDF ou 50,6 % d'Aéroports de Paris (ADP) parmi les entreprises cotées en bourse. Au total, ce portefeuille d'actions pesait plus de 77,5 milliards d'euros au 30 juin 2018. L'État possède également 11,1 % d'Airbus, 24,1 % d'Engie, 13,2 % de Safran, 25,7 % de Thalès ou 13,4 % d'Orange.

www.lanouvellerepublique.fr

Définitions :

Entreprise publique : entreprise appartenant à l'État ou à une collectivité territoriale ou dans laquelle l'État ou une collectivité territoriale détient la majorité du capital et/ou la majorité des voix en assemblée.

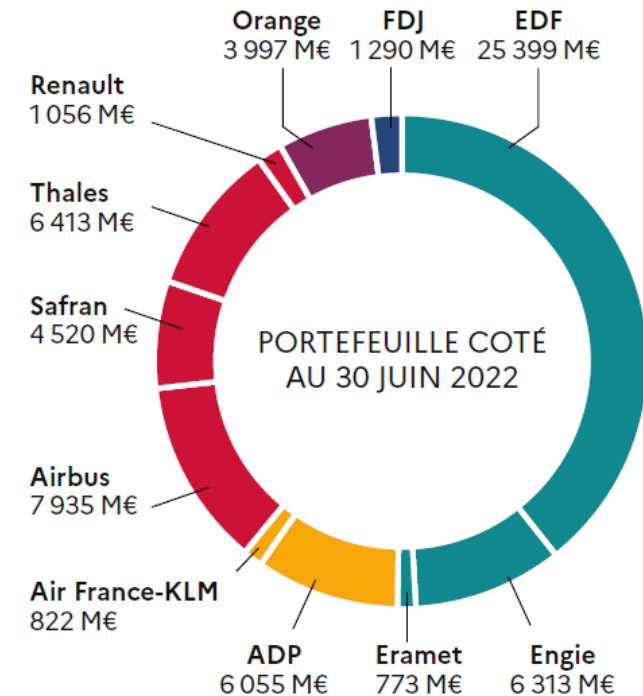
Entreprise semi-publique : entreprise dans laquelle l'État ou une collectivité territoriale détient moins de la moitié du capital et/ou une minorité des voix en assemblée.

Entreprise privée : entreprise appartenant à un ou plusieurs individus ou entités juridiques privées.

- Q14 : Donnez des exemples d'entreprises publiques puis citez d'autres entreprises publiques que vous connaissez.

EDF, La Poste, La SNCF, Aéroports de Paris,...

Valeur des participations de l'État dans les entreprises cotées



Doc 5 : Une entreprise publique : pour quoi faire ?

Cette possibilité offerte à l'État ou à une collectivité locale d'exercer une influence sur la gestion de l'entreprise publique permet de garantir son orientation vers le service public, de maintenir des tarifs adaptés à tous, de réguler en somme l'activité économique.

On retrouve d'ailleurs cette idée dans l'histoire des entreprises publiques françaises. C'est en effet à la Libération, en 1945, que la France connaît une importante vague de nationalisations. L'objectif : assurer la reconstruction en soustrayant une partie des entreprises stratégiques aux marchés et également prendre des parts importantes dans les entreprises ayant collaboré avec l'occupant nazi (ce qui fut le cas de Renault par exemple).

C'est par la nationalisation qu'Areva est devenu le géant mondial du nucléaire, que les prix de l'énergie ont pu être stabilisés pendant des années (via EDF et GDF), qu'un réseau serré de voies ferrées a pu être maintenu pendant des années, etc.

www.petite-entreprise.net

■ Q15 : Citez les raisons historiques pour lesquelles certaines entreprises ont été nationalisées après la seconde guerre mondiale.

L'objectif principal, après la Seconde Guerre mondiale, était d'**assurer la reconstruction du pays** tout en prenant des parts dans les entreprises ayant pu ou dû collaborer avec le régime nazi.

Les entreprises ont eu besoin d'un soutien financier important (porté par l'État) afin de relancer leur activité.

Doc 6 : Pourquoi l'Etat est actionnaire de certaines entreprises ?

L'État est actionnaire dans près de 1 800 entreprises. La justification est d'abord stratégique. L'État détient un quart du capital de Thalès, un fabricant de missiles, tout simplement car il considère qu'il doit garder le contrôle dans le domaine très sensible de l'armement. La réflexion est la même dans le domaine de l'énergie : l'État estime qu'il faut garder notre indépendance en matière de production d'électricité et d'approvisionnement en gaz.

Parfois, la raison est différente, l'État peut intervenir pour sauver une entreprise. Par exemple, en 2014, la famille Peugeot, en graves difficultés, a dû vendre une partie de ses parts à un constructeur chinois. L'État a alors décidé d'entrer au capital pour garantir que le groupe ne soit pas délocalisé en Chine. C'était à la fois une décision économique, pour sauver des emplois, et politique, pour montrer que le gouvernement était capable de mener une politique industrielle.

■ Q16 : Expliquez les raisons actuelles de l'existence d'entreprises publiques en France.

L'existence d'entreprises publiques en France permet à l'État de **maintenir un service public** et d'avoir une influence sur l'activité économique dans des domaines stratégiques tels que les domaines technologiques, militaires, transports...

4 principaux secteurs d'activité

- [Énergie](#)
- [Industrie](#)
- [Services & Finance](#)
- [Transports](#)

1) Quel est le rôle de l'Etat ?

A) De l'Etat-gendarme à l'Etat-providence

B) L'Etat producteur





Chapitre 1 : L'intervention de l'Etat

1. Quel est le rôle de l'Etat ?
2. Quels sont les degrés d'intervention de l'Etat dans l'économie ?
3. Quelles sont les ressources et les dépenses de l'Etat ?
4. Quelles sont les caractéristiques et les évolutions de l'Etat employeur ?

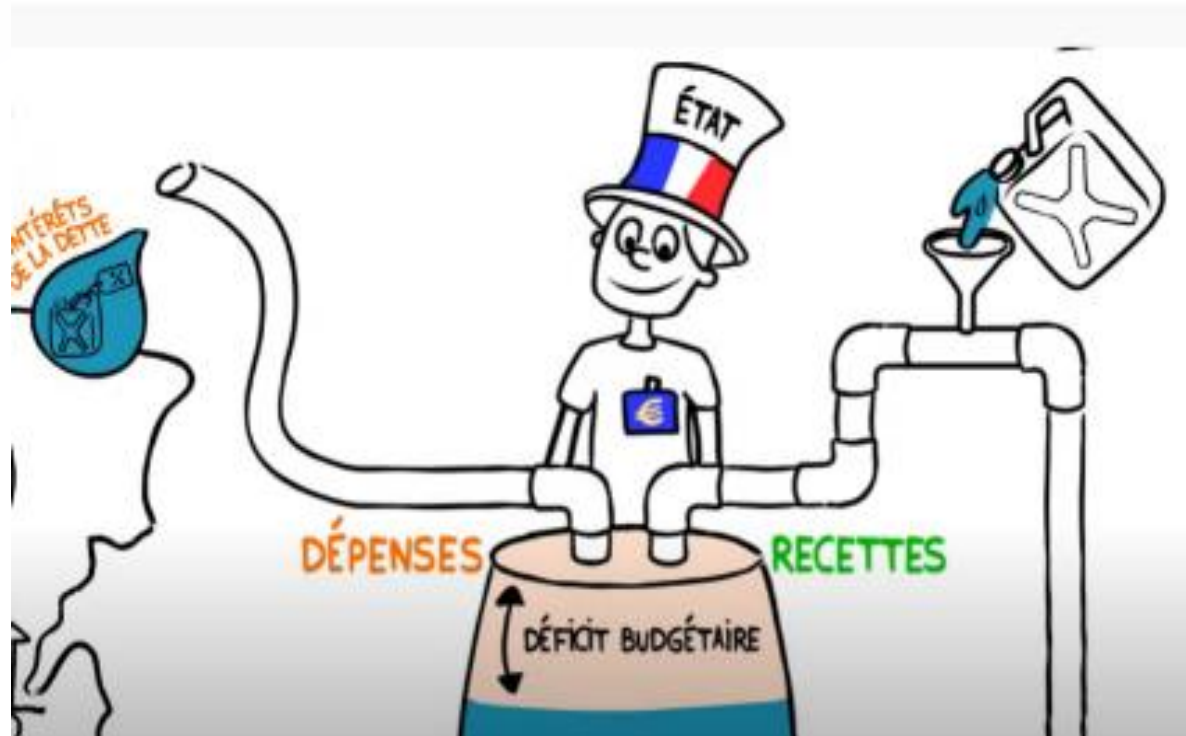
Objectifs :

- Expliquer les différences entre les notions d'Etat-gendarme et d'Etat-providence et envisager le degré de participation de l'Etat à l'économie via des entreprises publiques, semi-publiques ou privées.
- Distinguer le déficit public de la dette publique

2) Quels sont les degrés d'intervention de l'Etat dans l'économie ?

Situation

Le budget 2020 prévoit les dépenses nécessaires pour atteindre l'objectif de couverture du territoire en très haut débit à 100 % d'ici à 2022, afin de doter le pays de nouvelles infrastructures de pointe.



Situation

Le budget 2020 prévoit les dépenses nécessaires pour atteindre l'objectif de couverture du territoire en très haut débit à 100 % d'ici à 2022, afin de doter le pays de nouvelles infrastructures de pointe.

Doc 7 : Entre libéralisme et interventionnisme

Faut-il plus ou moins d'État dans l'économie ? La question fait toujours débat !

En fait, la place de l'État dans l'économie dépend des choix de société de chaque pays. Elle varie d'un pays à l'autre et d'une époque à l'autre. Deux courants de pensée envisagent différemment la place de l'État dans l'économie :

- **Le libéralisme** : cette doctrine libérale est diffusée à partir du XIX^e siècle, sous l'influence des thèses d'A. Smith, et prône l'intervention minimale de l'État. Selon les libéraux, l'économie obéit à un ordre naturel. Ainsi, l'action individuelle conduit à l'intérêt collectif.
- **L'interventionnisme** : cette doctrine remet en cause les principes libéraux. Les théories de J. M. Keynes soulignent l'impuissance des marchés dans certaines circonstances, comme lors de la crise économique des années 1930. Elles justifient alors l'intervention de l'État pour soutenir l'activité et garantir le bon fonctionnement de l'économie.

■ Q17 : L'action de l'Etat évoquée dans la situation à la page précédente est-elle libérale ou interventionniste ?

L'action de l'État est **interventionniste**, il assure ici une **fonction d'allocation des ressources** en finançant des infrastructures.

Doc 7 : Entre libéralisme et interventionnisme

Faut-il plus ou moins d'État dans l'économie ? La question fait toujours débat !

En fait, la place de l'État dans l'économie dépend des choix de société de chaque pays. Elle varie d'un pays à l'autre et d'une époque à l'autre. Deux courants de pensée envisagent différemment la place de l'État dans l'économie :

- **Le libéralisme** : cette doctrine libérale est diffusée à partir du XIX^e siècle, sous l'influence des thèses d'A. Smith, et prône l'intervention minimale de l'État. Selon les libéraux, l'économie obéit à un ordre naturel. Ainsi, l'action individuelle conduit à l'intérêt collectif.
- **L'interventionnisme** : cette doctrine remet en cause les principes libéraux. Les théories de J. M. Keynes soulignent l'impuissance des marchés dans certaines circonstances, comme lors de la crise économique des années 1930. Elles justifient alors l'intervention de l'État pour soutenir l'activité et garantir le bon fonctionnement de l'économie.

■ Q18 : Quelle place les libéraux donnent-ils à l'Etat ? Pourquoi ?

Les **libéraux** revendiquent une **intervention minimale de l'État**.

Ils considèrent que l'action individuelle et privée passant par le marché conduit au meilleur fonctionnement global de l'économie.

- Q19 : Pour chaque proposition dans le tableau ci-dessous, cochez la case appropriée selon que les actions proposées relèvent d'une conception libérale ou interventionniste :

	Libéralisme	Interventionnisme
Augmentation du Smic		X
Diminution des impôts	X	
Augmentation des prestations sociales		X
Privatisation des entreprises publiques	X	
Baisse des subventions publiques	X	

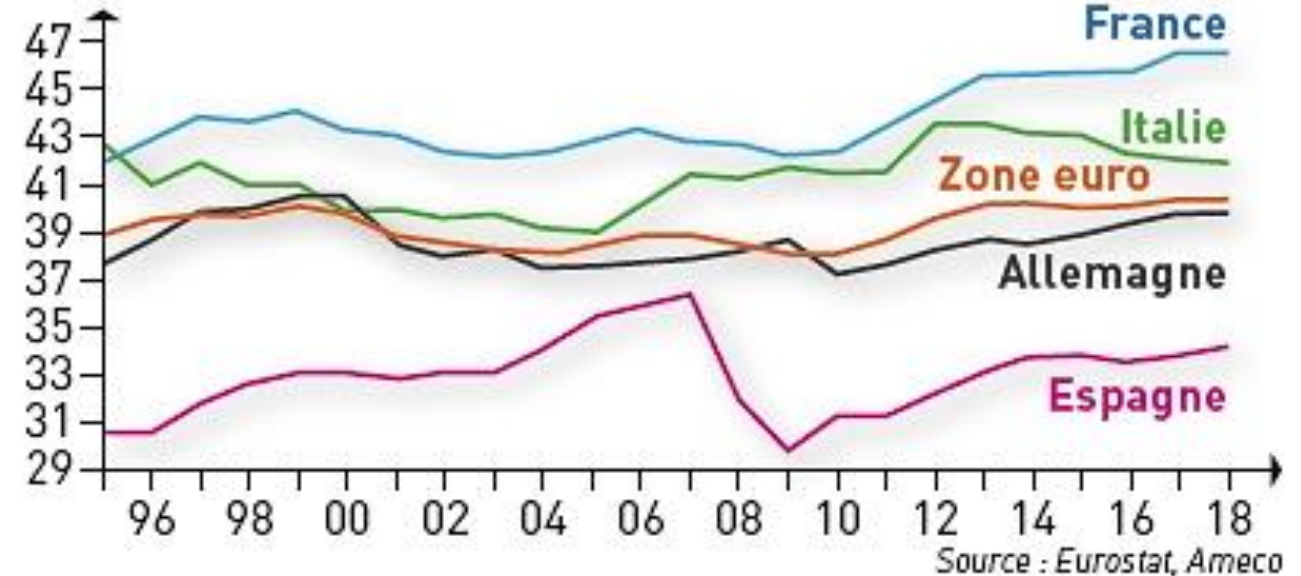
Doc 8 : Mesurer l'intervention de l'état

Le poids des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations) effectués par l'État sur les agents économiques est mesuré par un taux (en %) : le montant des prélèvements obligatoires rapporté au PIB (richesse nationale). Il constitue un indicateur de l'intervention publique.

Le taux de prélèvements obligatoires global s'est établi en 2017 en France à 46,5 %, contre 39,4 % en Allemagne, 42,2 % en Italie, 33,9 % en Espagne et 40,3 % en moyenne de la zone euro. L'écart entre la France et la zone euro, de 6,2 points en 2017, s'est réduit à 5,9 points en 2018. [...].

www.rexecode.fr

Taux de prélèvements obligatoires
(en % du PIB)



■ Q20 : Quel indicateur est retenu pour mesurer l'intervention publique ?

L'intervention publique peut se mesurer par la part des prélèvements obligatoires dans le PIB, appelé **taux de prélèvements obligatoires**.

Il mesure le poids de l'État dans l'économie.

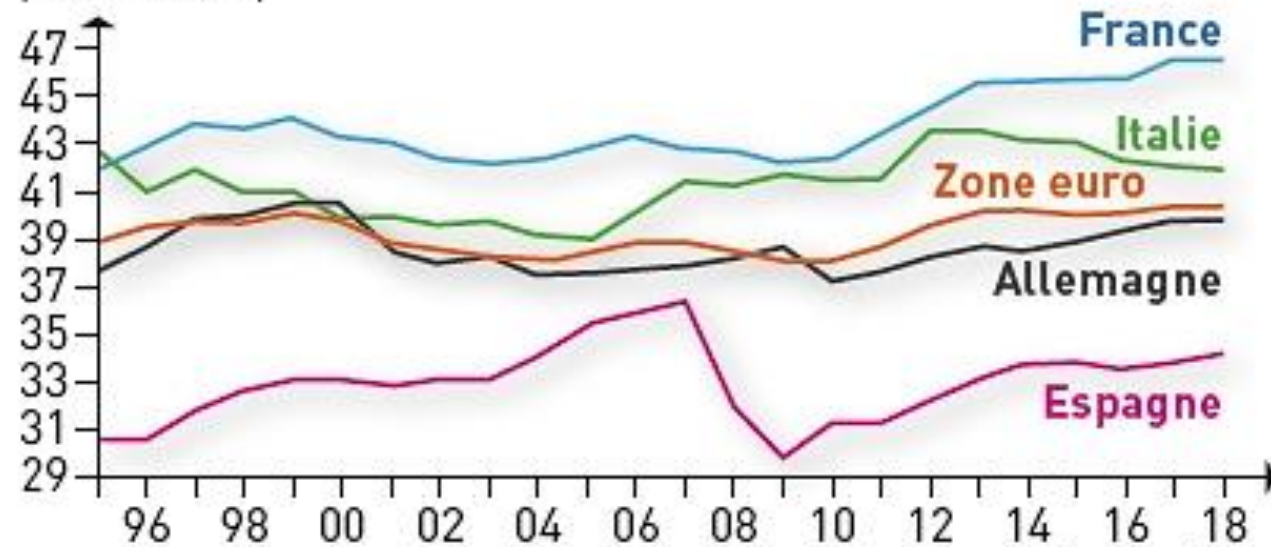
Doc 8 : Mesurer l'intervention de l'état

Le poids des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations) effectués par l'État sur les agents économiques est mesuré par un taux (en %) : le montant des prélèvements obligatoires rapporté au PIB (richesse nationale). Il constitue un indicateur de l'intervention publique.

Le taux de prélèvements obligatoires global s'est établi en 2017 en France à 46,5 %, contre 39,4 % en Allemagne, 42,2 % en Italie, 33,9 % en Espagne et 40,3 % en moyenne de la zone euro. L'écart entre la France et la zone euro, de 6,2 points en 2017, s'est réduit à 5,9 points en 2018. [...].

www.rexecode.fr

Taux de prélèvements obligatoires
(en % du PIB)



Source : Eurostat, Ameco

- **Q21 : Comparez le poids de l'Etat en France en 2018 par rapport aux autres pays européens.** En 2018 et depuis 25 ans, la France a le taux de prélèvements obligatoires le plus élevé de la zone euro, environ 47 % du PIB, et l'Espagne le plus bas, 33 %. Au regard de cet indicateur, on peut donc dire que c'est en France que l'intervention publique est la plus importante. La France se situe avec l'Italie au-dessus de la moyenne de la zone euro, et l'Espagne et l'Allemagne en deçà.



Chapitre 1 : L'intervention de l'Etat

1. Quel est le rôle de l'Etat ?
2. Quels sont les degrés d'intervention de l'Etat dans l'économie ?
3. Quelles sont les ressources et les dépenses de l'Etat ?
4. Quelles sont les caractéristiques et les évolutions de l'Etat employeur ?

Objectifs :

- Expliquer les différences entre les notions d'Etat-gendarme et d'Etat-providence et envisager le degré de participation de l'Etat à l'économie via des entreprises publiques, semi-publiques ou privées.
- Distinguer le déficit public de la dette publique

3) Quelles sont les ressources et les dépenses de l'Etat ?

A) Les prélèvements obligatoires

Doc 9 : Les principaux prélèvements obligatoires

Afin de remplir leurs missions, les administrations publiques (les services publics exercés par l'État, la sécurité sociale et les collectivités territoriales) ont besoin d'être financées.

Les principales ressources publiques sont ce que l'on appelle les prélèvements obligatoires : impôts, cotisations et taxes. Les prélèvements obligatoires représentent en France 1 038 milliards d'euros, soit 45,3 % du PIB. Ils sont financés par les cotisations sociales, la TVA, les prélèvements sociaux, etc.

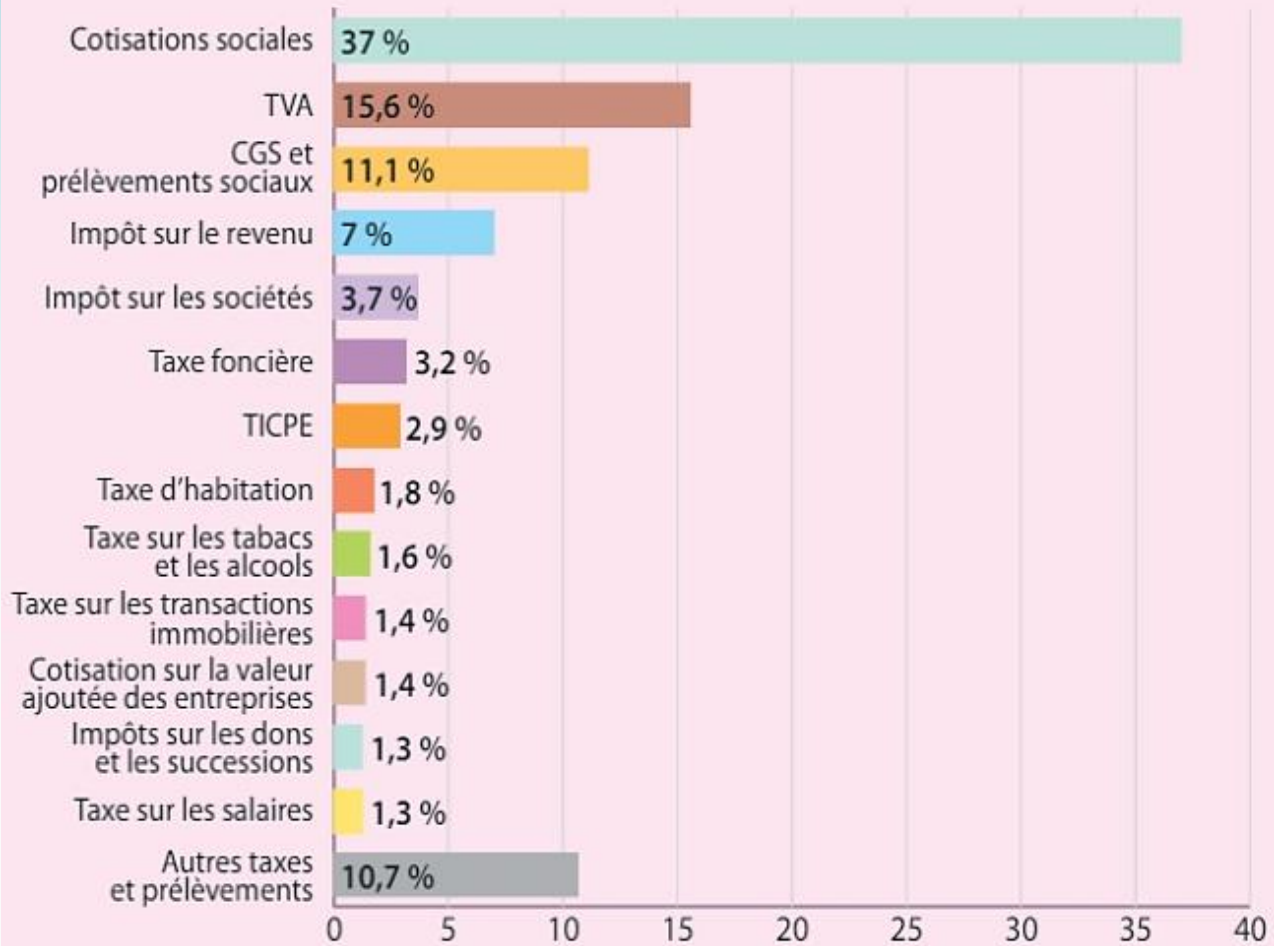
■ **Q22 : Citez les principaux prélèvements obligatoires.**

Les prélèvements obligatoires regroupent les impôts, les cotisations et les taxes.

■ **Q23 : Expliquez à quoi servent ces prélèvements obligatoires.**

Ces prélèvements obligatoires servent à financer les administrations publiques qui ont besoin de ce financement pour remplir leurs missions.

Doc 10 : La part des prélèvements obligatoires dans les dépenses publiques



Source : aquiserventmesimpots.gouv.fr, avril 2019.

■ Q24 : Rappelez à quoi correspondent les cotisations sociales.

Les cotisations sociales correspondent à l'ensemble des sommes versées soit par les salariés, soit par leur employeur, dans l'objectif de financer des prestations sociales (assurance chômage, assurance maladie...).

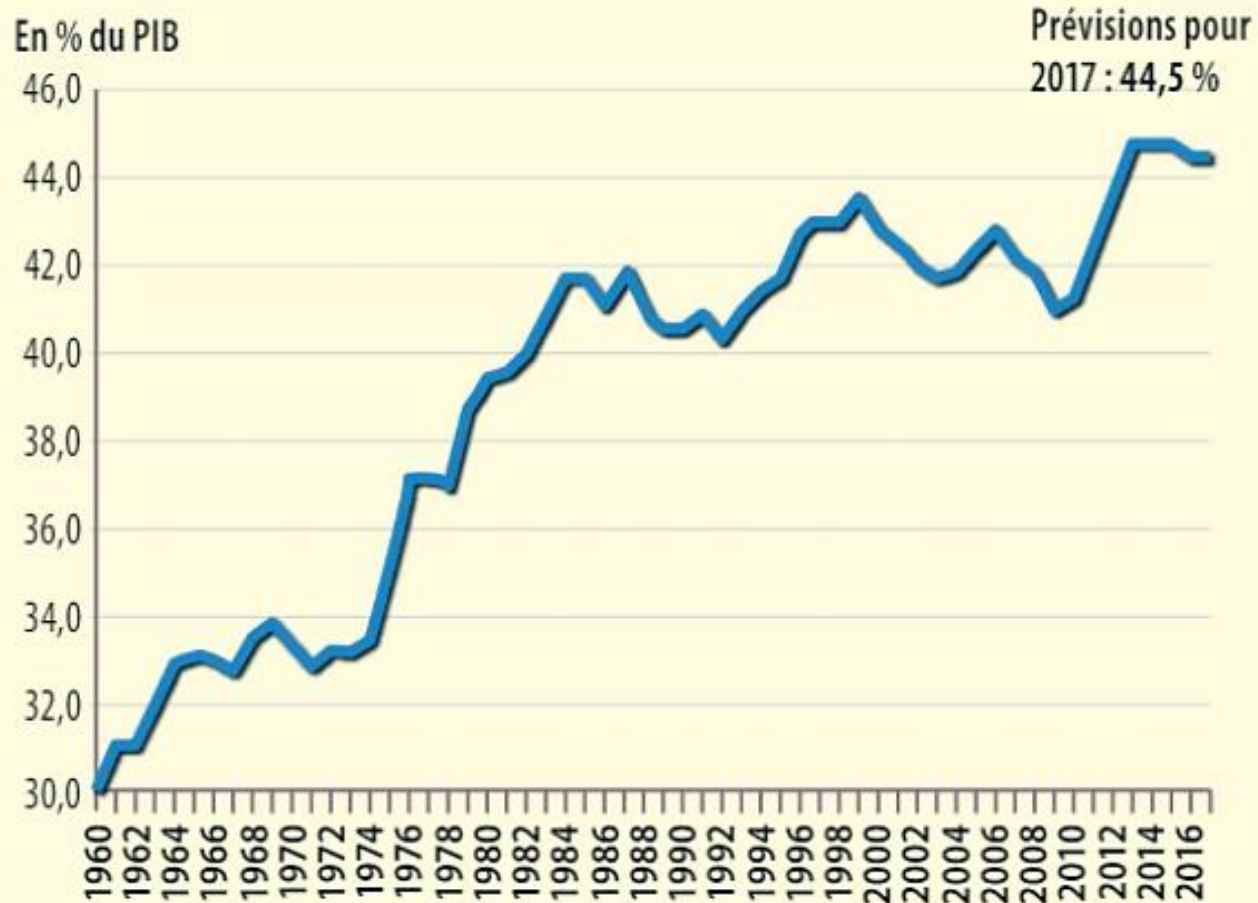
■ Q25 : Repérez les principales sources de prélèvements obligatoires.

Les trois principales sources de prélèvements obligatoires sont :

- les cotisations sociales (37 %),
- la TVA (15,6 %)
- la CSG et les prélèvements sociaux (11,1 %).

<https://www.vie-publique.fr/fiches/21973-quest-ce-que-la-csg-contribution-sociale-generalisee>

Doc 11 : L'évolution des prélèvements obligatoires



Source : Insee.

- Q26 : Expliquez ce que représente le chiffre 44,5 %.

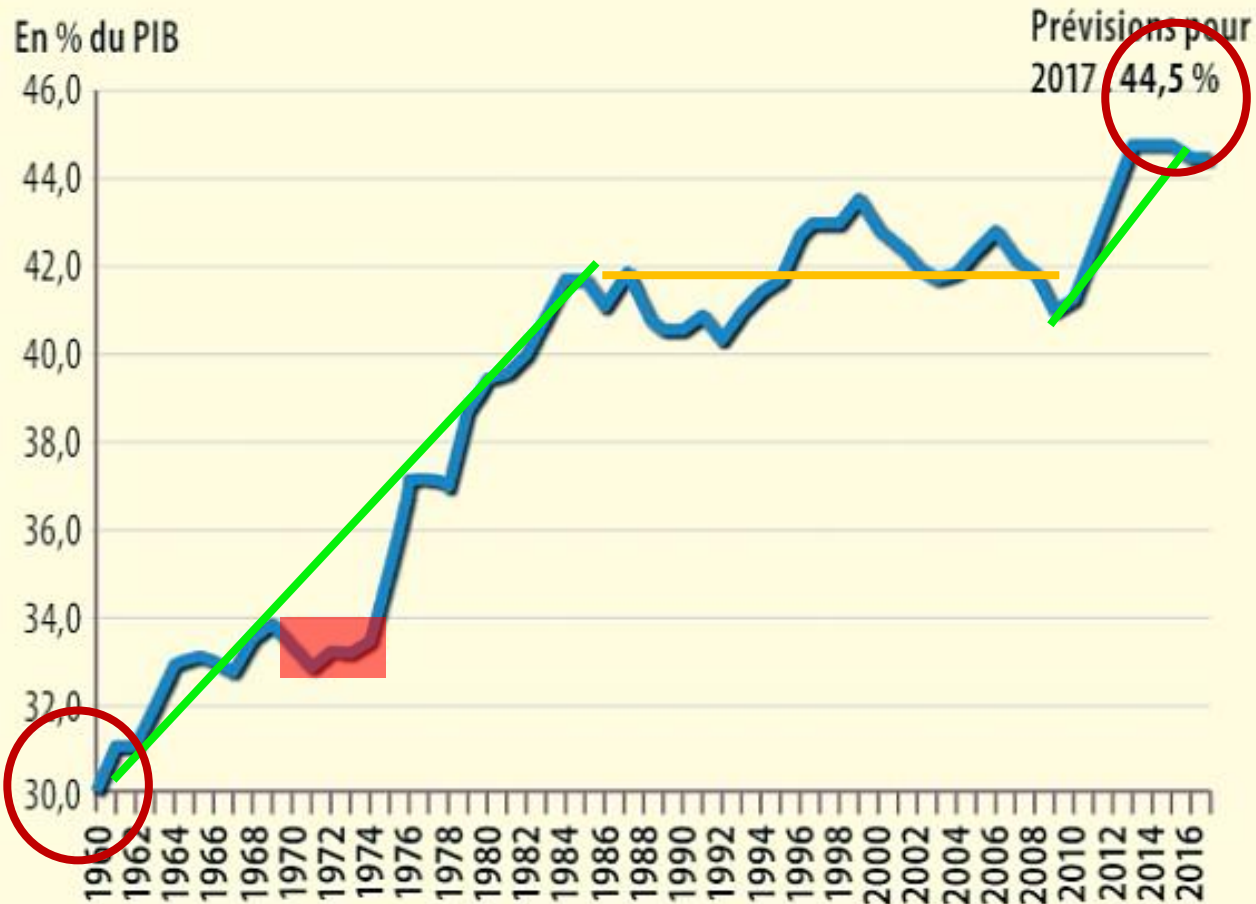
Pour expliquer ce chiffre, il est nécessaire de revenir sur le calcul de ce taux :

le **taux de prélèvements obligatoires** est le **rapport** entre les prélèvements obligatoires et le PIB.

$$\text{Rapport} = \frac{\text{prélèvements obligatoires}}{\text{PIB}}$$

$$\text{Taux de prélèvements obligatoires} = \frac{\text{prélèvements obligatoires}}{\text{PIB}} \times 100$$

Doc 11 : L'évolution des prélèvements obligatoires



Source : Insee.

■ Q27 : Commentez l'évolution des prélèvements obligatoires sur les 50 dernières années.

Selon l'INSEE, ce taux augmente depuis 50 ans passant de **30%** du PIB en 1960 à **44,5%** en 2017

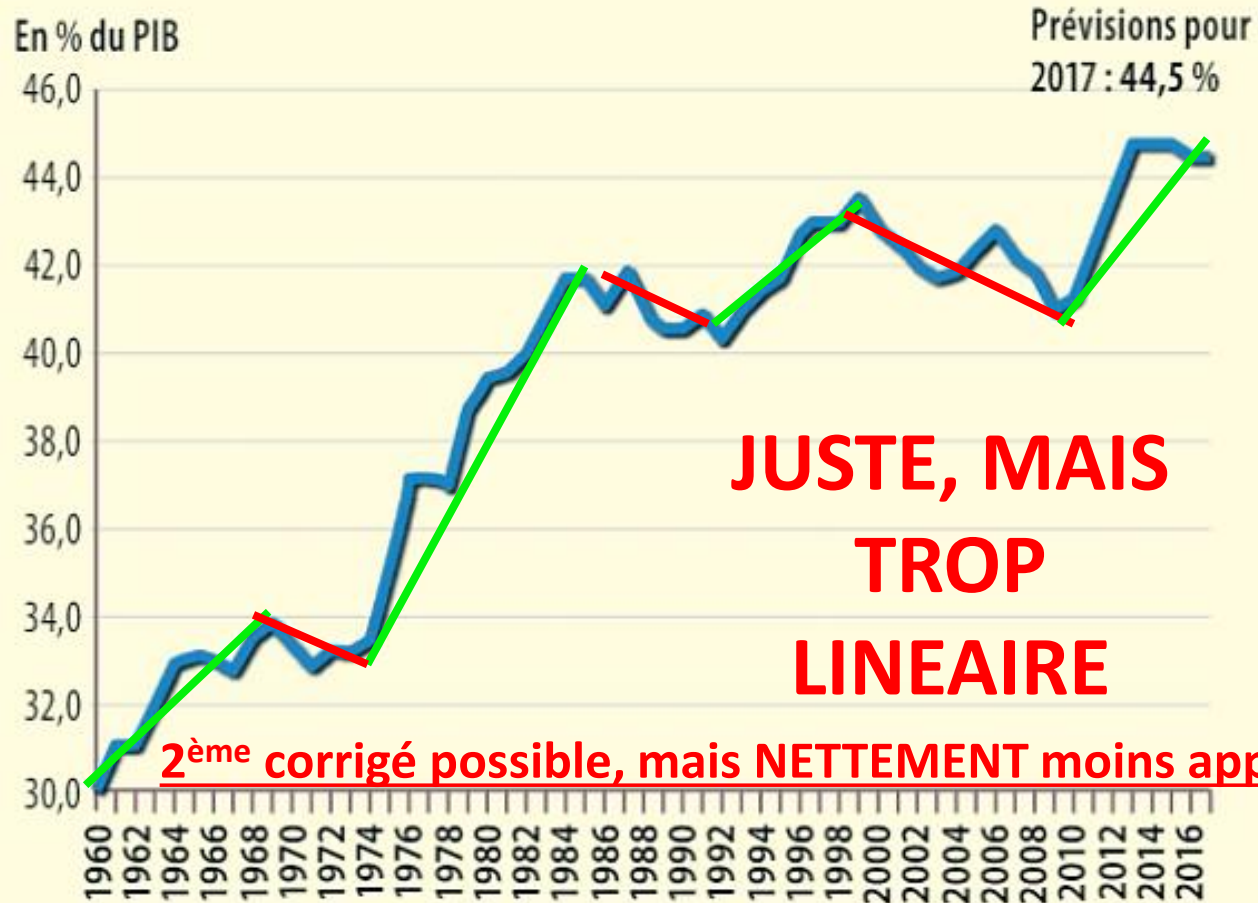
La courbe montre une progression avec cependant des périodes à distinguer :

– une augmentation importante du taux de prélèvements obligatoires jusqu'à 42% du PIB en 1985, et ce malgré **un ralentissement marqué** entre 1970 et 1974. (probablement à l'occasion du premier choc pétrolier de 1973);

– une relative stabilité entre 1985 et 2010, à un niveau bien plus élevé que les décennies précédentes, environ 42% du PIB en moyenne.

– puis à nouveau une augmentation nette en 2010, faisant passer le taux de Prélèvements Obligatoires à plus de 44 % du PIB.

Doc 11 : L'évolution des prélèvements obligatoires



Source : Insee.

■ Q27 : Commentez l'évolution des prélèvements obligatoires sur les 50 dernières années.

Selon l'INSEE, ce taux augmente depuis 50 ans passant de 30 % du PIB en 1960 à 44,5 % en 2017

La courbe montre une progression avec cependant des périodes à distinguer :

– une augmentation nette de 14% du taux de prélèvements obligatoires entre 1960 et 1970.

– une récession à 33% du PIB jusqu'en 1974, probablement due au choc pétrolier de 1973

– de nouveau une augmentation importante jusqu'à 42% du PIB en 1985

– une baisse jusqu'en 1985 et 1992

– suivie par une hausse jusqu'en 1999,

– puis une baisse jusqu'à 41% du PIB en 2010

– puis à nouveau une croissance nette en 2010, faisant passer le taux au-dessus de 44 % du PIB.

A EVITER

B) Les dépenses de l'Etat

Doc 12 : Qu'est-ce qu'une dépense publique ?

Le financement des dépenses publiques par les prélèvements obligatoires est souvent présenté comme une entrave à la croissance économique de notre pays. Or cette présentation est très contestable.

Les dépenses de l'État se divisent en deux grandes catégories très différentes l'une de l'autre. Celles assurant la production non marchande de notre économie, qui se composent des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'investissement. Et celles qui opèrent à des transferts de ressources entre les acteurs économiques, sous forme de prestations sociales ou de revenus sociaux. Les premières servent à produire les biens et les services publics nécessaires à notre activité économique. Quant aux secondes, elles servent à garantir notre protection sociale et notre bien-être.

G. Fonouni pour www.lemonde.fr

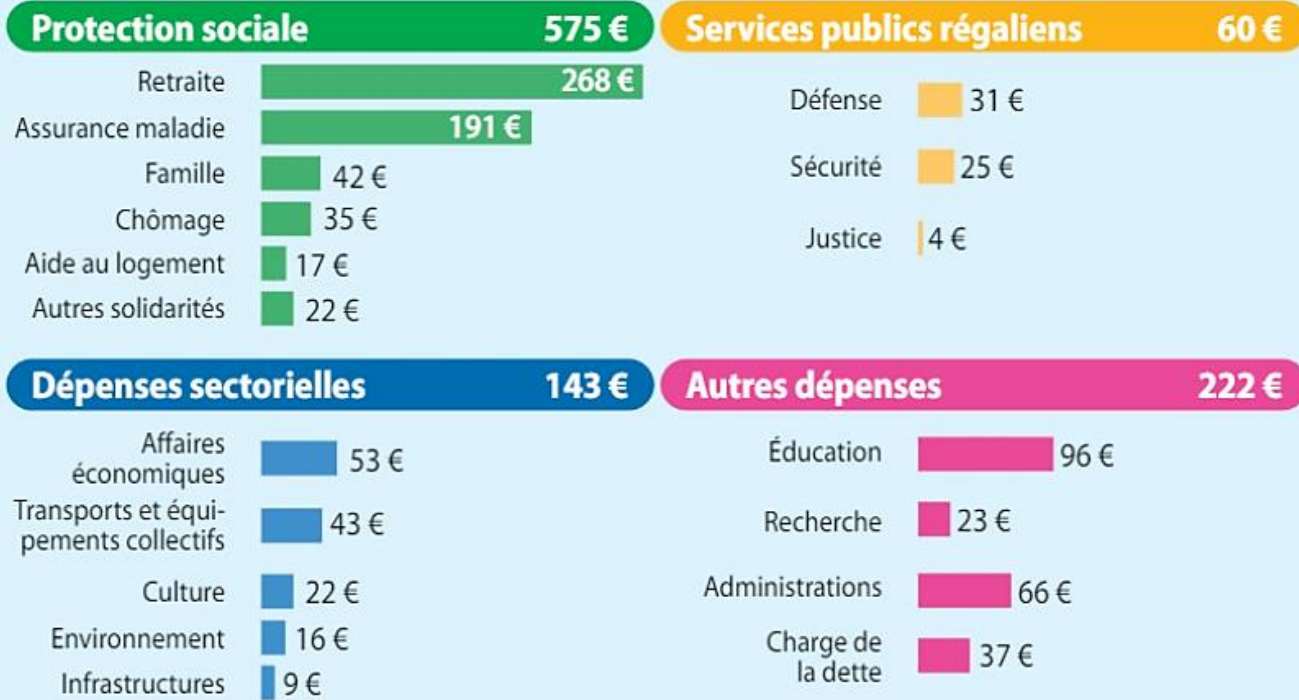
■ Q28 : Repérez les deux grandes catégories de dépenses de l'Etat.

On distingue :

- les dépenses permettant d'assurer la production non marchande de l'économie (*exemple : l'enseignement public*) et qui regroupent les dépenses de fonctionnement et d'investissement ;
- les dépenses permettant d'assurer le transfert de ressources entre les acteurs économiques (*exemple : le RSA*).

Doc 13 : Ce que financent les dépenses

Ce que financent 1 000 euros de dépense publique



Source : Le Télégramme, 18 janvier 2019.

Méthode :

La part relative permet de mesurer l'importance d'un sous-ensemble dans un ensemble plus vaste, par exemple, l'importance des filles parmi les élèves d'une classe.

$$\text{Part relative} = \frac{\text{sous-ensemble}}{\text{ensemble de référence}} \times 100$$

■ Q29 : Calculez la part relative de chaque grande catégorie de dépenses. Commentez.

– Part de la catégorie «Protection sociale» : $(575/1\ 000) \times 100 = 57,5\%$.

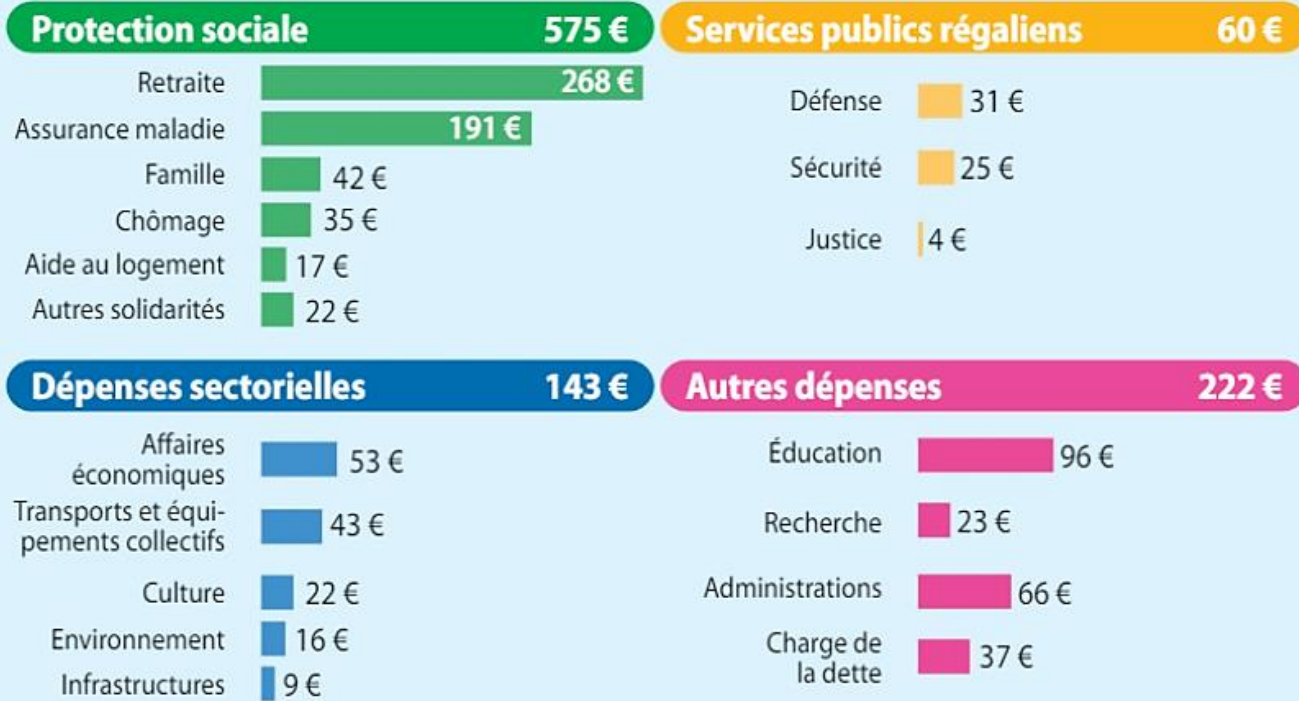
– Part de la catégorie «Dépenses sectorielles» : $(143/1\ 000) \times 100 = 14,3\%$.

– Part de la catégorie «Services publics régaliens» : $(60/1\ 000) \times 100 = 6\%$.

– Part de la catégorie «Autres dépenses» : $(222/1\ 000) \times 100 = 22,2\%$.

Doc 13 : Ce que financent les dépenses

Ce que financent 1 000 euros de dépense publique



Source : Le Télégramme, 18 janvier 2019.

Méthode :

La part relative permet de mesurer l'importance d'un sous-ensemble dans un ensemble plus vaste, par exemple, l'importance des filles parmi les élèves d'une classe.

$$\text{Part relative} = \frac{\text{sous-ensemble}}{\text{ensemble de référence}} \times 100$$

- Q29 (suite) : Calculez la part relative de chaque grande catégorie de dépenses. Commentez.

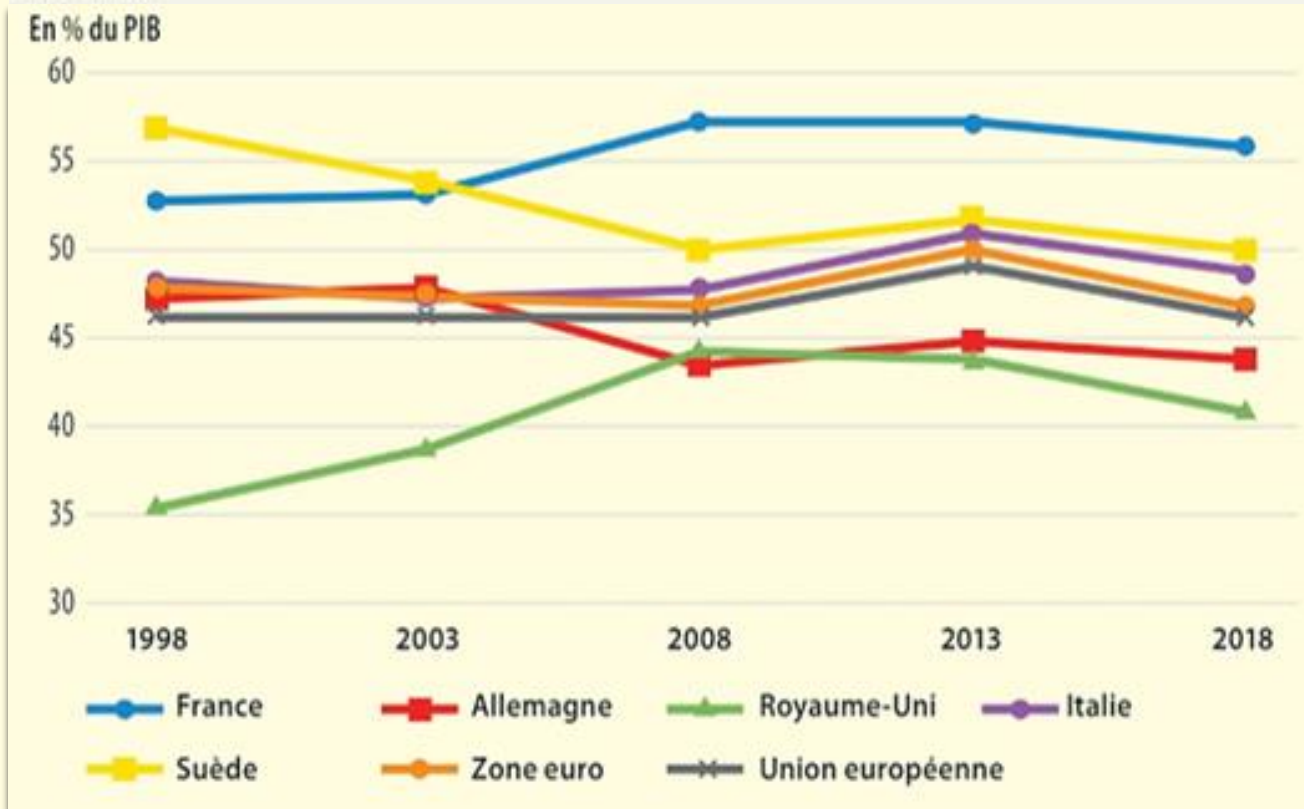
Plus de la moitié des dépenses publiques (57,5 %) sont liées à un objectif de protection sociale telles que la retraite, l'assurance maladie ou encore la famille ou le chômage.

Les dépenses liées aux activités régaliennes de l'État (État-gendarme) sont les moins importantes et ne représentent que 6 % des dépenses publiques.

La part consacrée à l'éducation et la recherche représente quasiment 12 % des dépenses publiques dans la catégorie «Autres dépenses».

Enfin, les dépenses sectorielles représentent 22 % des dépenses publiques. Elles prennent en compte le développement et l'entretien des réseaux routiers, les affaires économiques (crédit d'impôt...) ou encore l'environnement (gestion des déchets...).

Doc 14 : Les dépenses publiques en France et en Europe



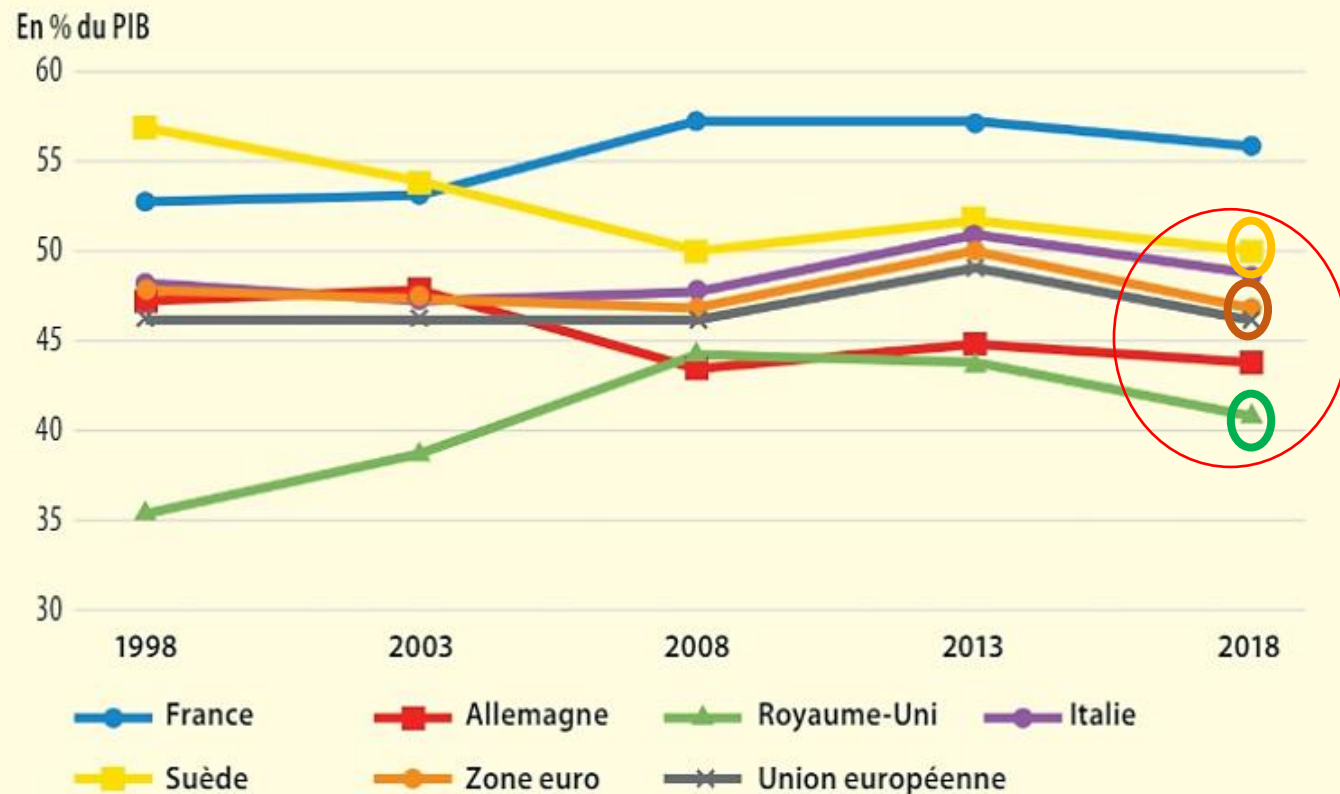
Source : Eurostat, FIPECO.

■ Q30 : Commentez l'évolution des dépenses publiques en France entre 1998 et 2018.

Selon EUROSTAT/FIPECO, les dépenses publiques ont globalement augmenté en 20 ans en France passant de 53 % du PIB à 56 %.

Il faut cependant noter que les dépenses publiques étaient plus importantes en 2008 (environ 57%) qu'en 2018. Elles ont donc légèrement décliné sur les 10 dernières années.

Doc 14 : Les dépenses publiques en France et en Europe



Source : Eurostat, FIPECO.

■ **31: Situez la position de la France par rapport aux pays européens sur la question des dépenses publiques.**

Selon EUROSTAT, les dépenses publiques en France sont bien plus importantes que dans les autres pays européens.

On constate entre 6 à 15 points d'écart :

- 15 points avec le Royaume-Uni,

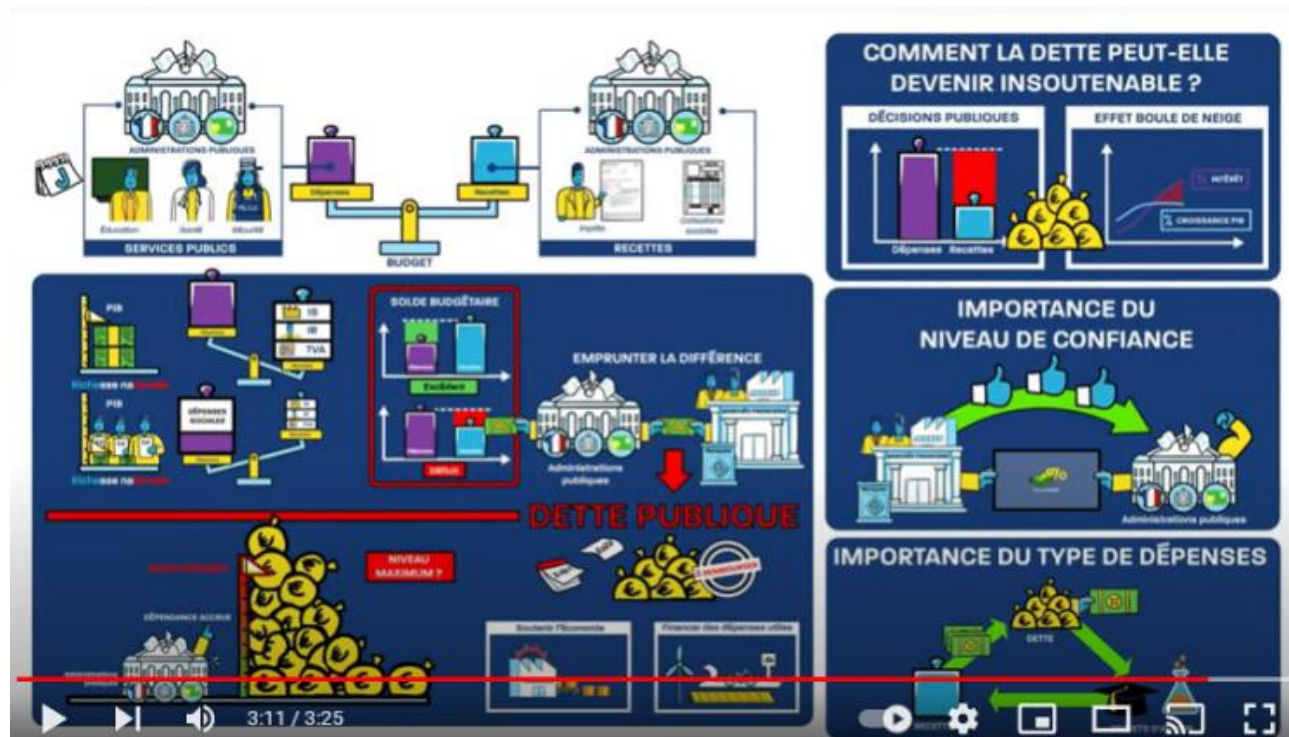
- 6 points avec la Suède et

- 10 points avec la moyenne de l'UE

C) Le déficit public et la dette publique

Situation

Actuellement, la France est dans une situation de déficit public. Le budget pour 2020 prévoit une diminution de 40 milliards d'euros des dépenses publiques et une baisse de 10 milliards d'euros des recettes publiques.



Situation

En 2019, la France est dans une situation de déficit public. Le budget pour 2020 prévoit une diminution de 40 milliards d'euros des dépenses publiques et une baisse de 10 milliards d'euros des recettes publiques.

■ Q32 : Quel est l'impact des mesures du budget 2020 sur le déficit public ?

Le budget 2020 prévoit une baisse des dépenses publiques de 40 milliards, ce qui doit permettre de diminuer le déficit public, et une diminution des recettes publiques de 10 milliards d'euros ce qui devrait creuser le déficit.

Les deux effets sont opposés et globalement, en 2020, le déficit public devrait se résorber à hauteur de $40 - 10 = 30$ milliards d'euros.

■ Ce budget est-il d'inspiration libérale ou interventionniste ?

Ce budget est plutôt d'inspiration libérale puisque l'intervention de l'État diminue avec la baisse des dépenses publiques.

Doc 15 : Evolution des dépenses et des recettes publiques en France

Depuis plus de 40 ans, les recettes publiques sont insuffisantes pour couvrir les dépenses publiques. Autrement dit, les administrations publiques françaises dépensent plus qu'elles ne perçoivent de recettes. Deux situations peuvent se présenter :

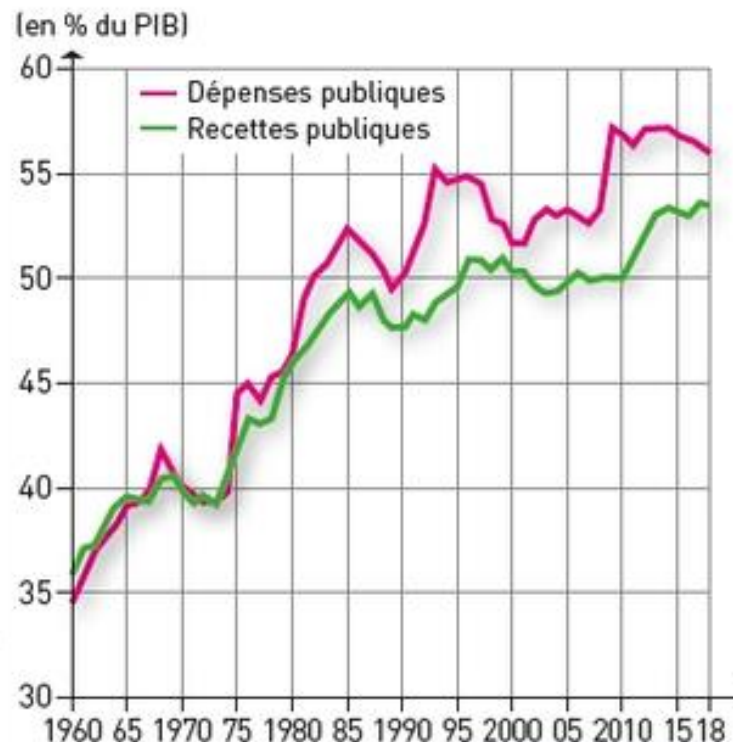
Recettes > Dépenses publiques → Excédent public

Recettes < Dépenses publiques → Déficit public

SOLDE PUBLIC =
RECETTES PUBLIQUES – DÉPENSES PUBLIQUES

Le solde public (qui concerne l'ensemble des administrations publiques) ne doit pas être confondu avec le solde budgétaire (qui concerne seulement les administrations centrales).

Solde budgétaire = Recettes de l'État – Dépenses de l'État



Source : Insee,
septembre 2019

■ Q33 : Comment ont évolué les dépenses et les recettes publiques depuis 60 ans ?

■ Calculez leur taux d'évolution respectifs.

En 60 ans, globalement les dépenses et les recettes publiques ont considérablement augmenté.

Les **dépenses** sont passées de 35 % à 56 % du PIB, soit une **progression de** $[(56-35)/35] \times 100 = 60 \%$ et dans le même temps les **recettes** sont passées de 36 % du PIB à 54 %, soit une **progression de 50 %**.

Doc 15 : Evolution des dépenses et des recettes publiques en France

Depuis plus de 40 ans, les recettes publiques sont insuffisantes pour couvrir les dépenses publiques. Autrement dit, les administrations publiques françaises dépensent plus qu'elles ne perçoivent de recettes. Deux situations peuvent se présenter :

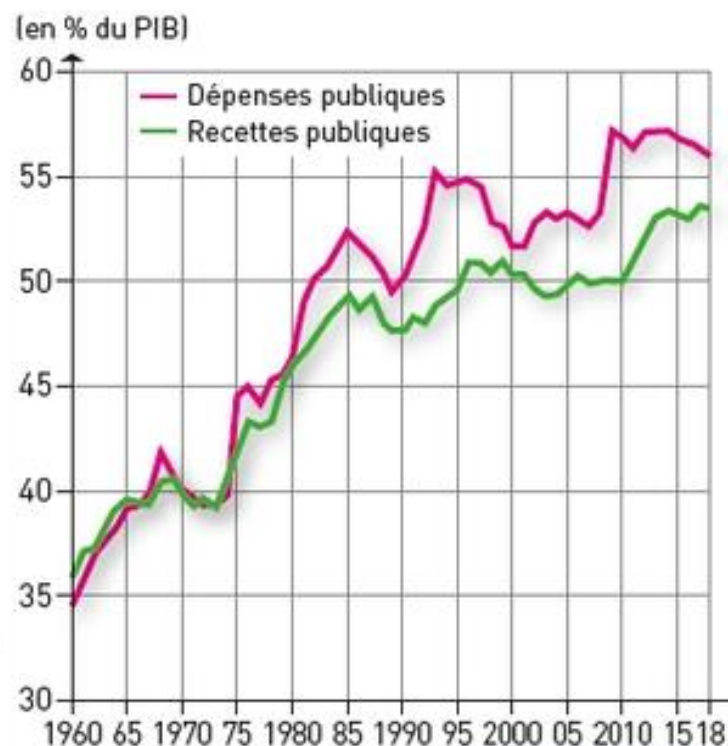
Recettes > Dépenses publiques → Excédent public

Recettes < Dépenses publiques → Déficit public

**SOLDE PUBLIC =
RECETTES PUBLIQUES – DÉPENSES PUBLIQUES**

Le solde public (qui concerne l'ensemble des administrations publiques) ne doit pas être confondu avec le solde budgétaire (qui concerne seulement les administrations centrales).

Solde budgétaire = Recettes de l'État – Dépenses de l'État



Source : Insee, septembre 2019

■ Q34 : Que peut-on dire de l'intervention de l'Etat en France au regard des indicateurs ?

L'intervention de l'État dans l'économie française augmente depuis 60 ans puisque la part des dépenses publiques progresse depuis 1960.

Doc 15 : Evolution des dépenses et des recettes publiques en France

Depuis plus de 40 ans, les recettes publiques sont insuffisantes pour couvrir les dépenses publiques. Autrement dit, les administrations publiques françaises dépensent plus qu'elles ne perçoivent de recettes. Deux situations peuvent se présenter :

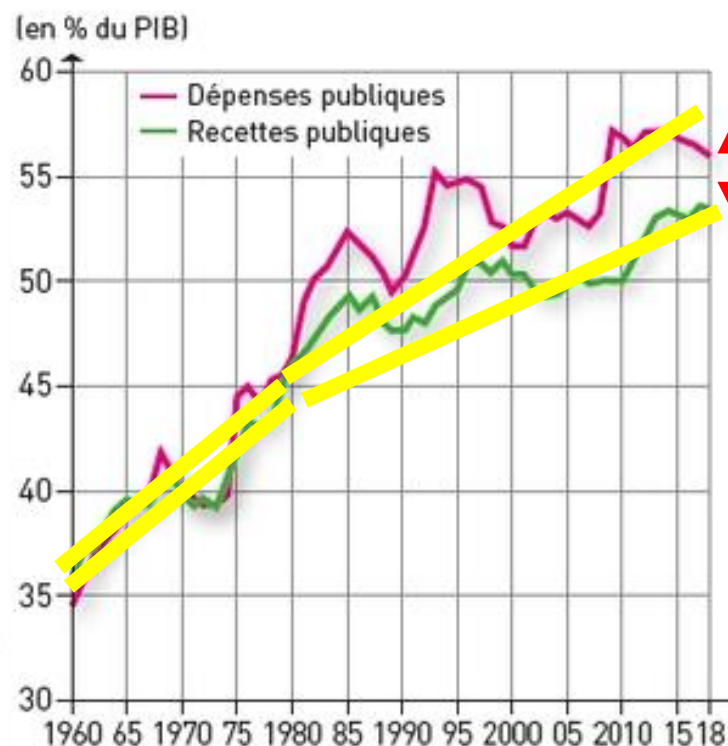
Recettes > Dépenses publiques → Excédent public

Recettes < Dépenses publiques → Déficit public

**SOLDE PUBLIC =
RECETTES PUBLIQUES – DÉPENSES PUBLIQUES**

Le solde public (qui concerne l'ensemble des administrations publiques) ne doit pas être confondu avec le solde budgétaire (qui concerne seulement les administrations centrales).

Solde budgétaire = Recettes de l'État – Dépenses de l'État



Déficit public
(écart entre les deux courbes).

Source: Insee, septembre 2019

■ Q35 : Les finances publiques sont-elles équilibrées depuis 60 ans ?

À partir de 1960 et pendant 20 ans, les recettes et les dépenses publiques étaient à peu près équilibrées et ont progressé au même rythme en augmentant de 10 points de %.

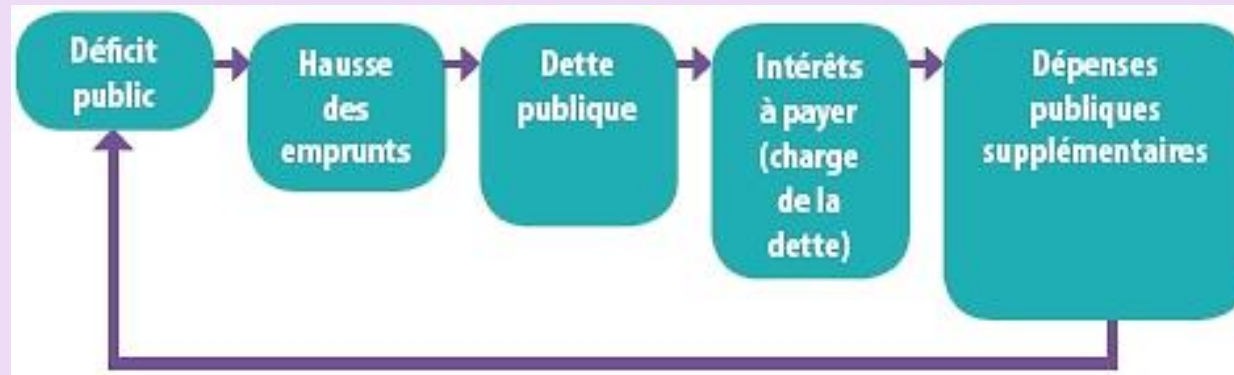
Depuis 1980, on remarque que les dépenses publiques augmentent plus vite que les recettes, ce qui fait naître un déficit public (écart entre les deux courbes).

la dette publique



Doc 16 : Le déficit public alimente la dette publique

Les administrations publiques financent leur déficit grâce à des emprunts. Le cumul de ces emprunts forme la dette publique. En plus du remboursement de leurs emprunts, les administrations publiques doivent payer un intérêt (c'est la charge de la dette), ce qui accroît à nouveau leurs dépenses et les amène à s'endetter encore plus. Chaque déficit public annuel engendre donc un flux d'emprunts qui vient alimenter le stock de dette publique.



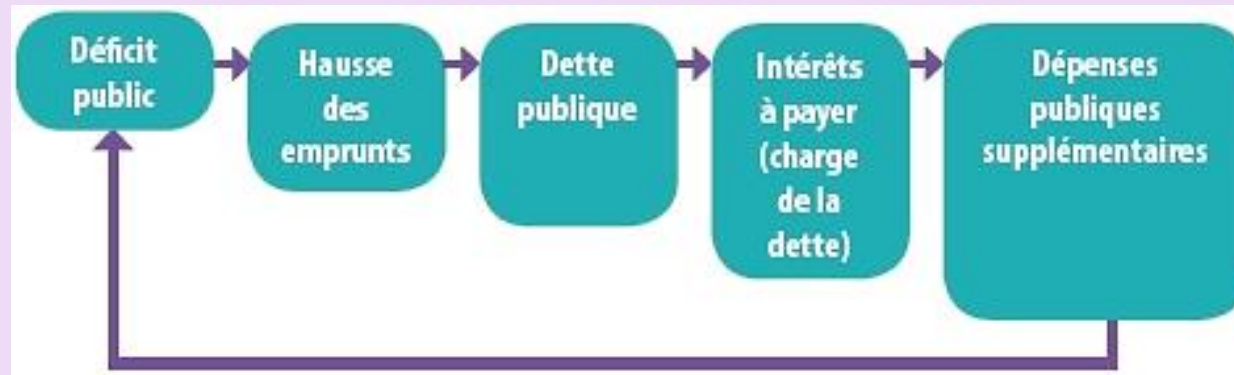
■ Q36 : Distinguez déficit public et dette publique.

Le déficit public est un flux annuel d'emprunts issu d'un écart entre les dépenses publiques et les recettes publiques.

La dette publique désigne l'ensemble des emprunts de l'État sur plusieurs années, c'est pourquoi il s'agit d'un stock de dettes cumulées.

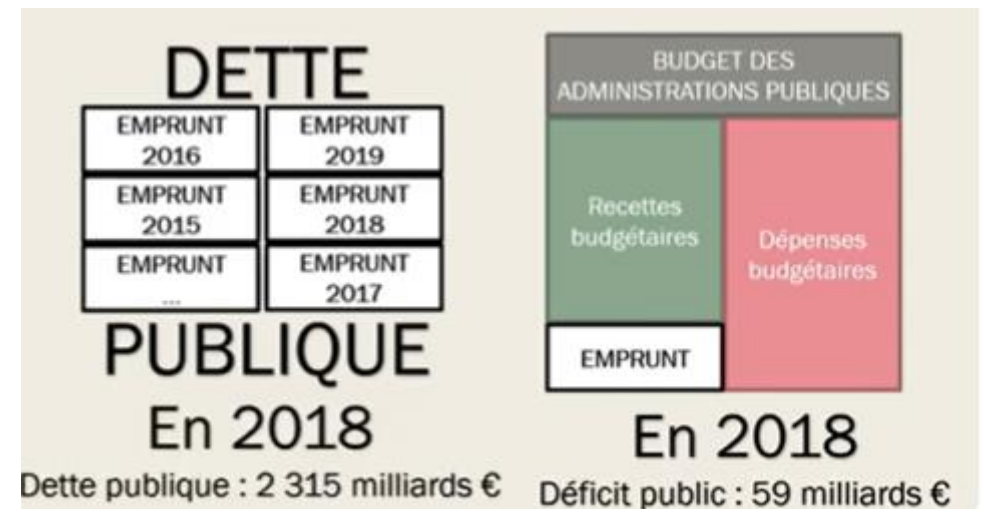
Doc 16 : Le déficit public alimente la dette publique

Les administrations publiques financent leur déficit grâce à des emprunts. Le cumul de ces emprunts forme la dette publique. En plus du remboursement de leurs emprunts, les administrations publiques doivent payer un intérêt (c'est la charge de la dette), ce qui accroît à nouveau leurs dépenses et les amène à s'endetter encore plus. Chaque déficit public annuel engendre donc un flux d'emprunts qui vient alimenter le stock de dette publique.



■ Q37 : Pourquoi dit-on qu'un déficit public alimente la dette publique ?

Chaque année, le déficit public conduit l'État à emprunter pour le financer, ce qui vient augmenter l'ensemble des dettes publiques issues des déficits des années précédentes.



Doc 17 : Le déficit public et la dette publique en France (Insee, mai 2019)

En % du PIB	2015	2016	2017	2018
Recettes publiques	53,2	53,1	53,6	53,5
Dépenses publiques	56,8	56,6	56,4	56
Déficit public	-3,6	-3,5	-2,8	-2,5
Dette publique	95,6	98	98,4	98,4

■ Q38 : Comment évolue le déficit public depuis 2015 ? Et la dette publique ?

Depuis 2015, le déficit public a diminué de 1,1 point de %, et la dette publique a augmenté de 2,8 points de %. Les déficits cumulés chaque année depuis 2015 ont contribué à alimenter la dette publique.



Chapitre 1 : L'intervention de l'Etat

1. Quel est le rôle de l'Etat ?
2. Quels sont les degrés d'intervention de l'Etat dans l'économie ?
3. Quelles sont les ressources et les dépenses de l'Etat ?
4. **Quelles sont les caractéristiques et les évolutions de l'Etat employeur ?**

Objectifs :

- Expliquer les différences entre les notions d'Etat-gendarme et d'Etat-providence et envisager le degré de participation de l'Etat à l'économie via des entreprises publiques, semi-publiques ou privées.
- Distinguer le déficit public de la dette publique

4) Quelles sont les caractéristiques et les évolutions de l'Etat employeur ?

A) L'emploi dans les services publics

Doc 18 : Les trois fonctions publiques



La fonction publique d'État : ministères, préfectures, directions régionales, directions départementales, rectorats...



La fonction publique hospitalière : hôpitaux, maisons de retraite, établissements relevant de l'aide sociale à l'enfance...



La fonction publique territoriale : régions, départements, communes.

- **Q39 : Présentez puis illustrez par un exemple géographiquement proche de vous, chaque fonction publique.**

La fonction publique d'État, avec ses services déconcentrés (exemple : les directions régionales de la jeunesse et des sports), assure le relais au niveau local des décisions prises au niveau central ou ministériel.

Exemple : Le lycée Aristide Briand (Ministère de l'Education Nationale),...

Doc 18 : Les trois fonctions publiques



La fonction publique d'État : ministères, préfectures, directions régionales, directions départementales, rectorats...



La fonction publique hospitalière : hôpitaux, maisons de retraite, établissements relevant de l'aide sociale à l'enfance...



La fonction publique territoriale : régions, départements, communes.

- **Q39 (suite) : Présentez puis illustrez par un exemple géographiquement proche de vous, chaque fonction publique.**

La fonction publique hospitalière protège les individus contre les risques sociaux, sanitaires et liés à la maladie.

Exemple : le Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud (CHICAS), ...

Doc 18 : Les trois fonctions publiques



La fonction publique d'État : ministères, préfectures, directions régionales, directions départementales, rectorats...



La fonction publique hospitalière : hôpitaux, maisons de retraite, établissements relevant de l'aide sociale à l'enfance...



La fonction publique territoriale : régions, départements, communes.

- **Q39 (suite) : Présentez puis illustrez par un exemple géographiquement proche de vous, chaque fonction publique.**

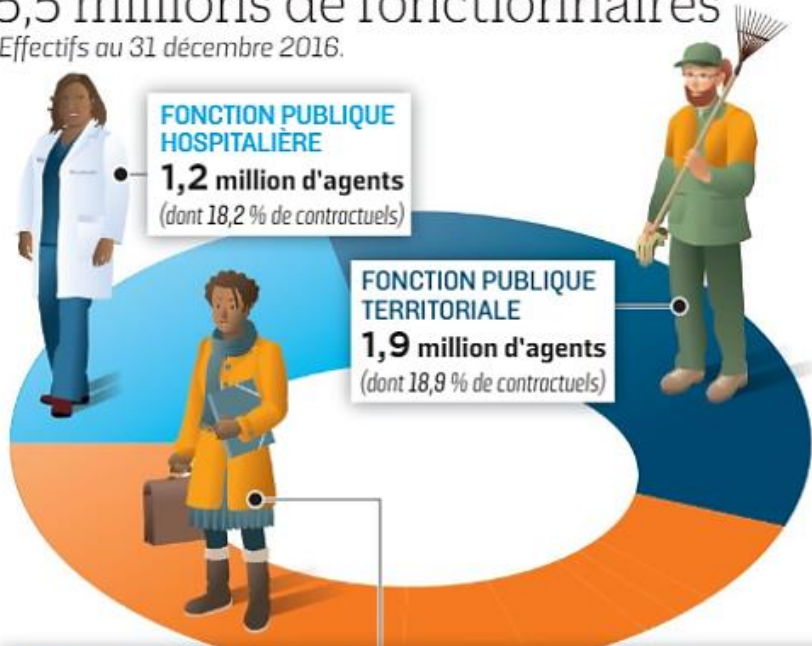
La fonction publique territoriale prend en charge les pouvoirs transférés par l'État au moment de la décentralisation (les transports, la culture, le territoire et l'environnement).

Exemples : La commune de Gap, le département des Hautes-Alpes, la Région Sud (PACA), ...

Doc 19 : L'effectif dans la fonction publique

5,5 millions de fonctionnaires

Effectifs au 31 décembre 2016.



FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIÈRE
1,2 million d'agents
(dont 18,2 % de contractuels)

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
1,9 million d'agents
(dont 18,9 % de contractuels)

FONCTION PUBLIQUE D'ÉTAT

2,4 million d'agents (dont 16,4 % de contractuels)

1 363 500
Education nationale,
Enseignement
supérieur et Recherche

289 826
Intérieur et Outre-mer

270 807
Défense

99 301
Ministères sociaux

86 763
Justice

316 495
Autres

Source : Rapport annuel sur l'état de la fonction publique 2018, LP/Infographie.

■ Q40 : Présentez les effectifs de la fonction publique.

En France, la fonction publique emploie 5,5 millions d'individus répartis entre les trois fonctions publiques présentées dans le document 15 et se répartissant comme suit :

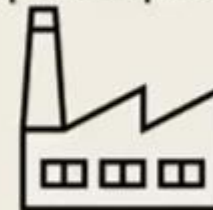
- 2,4 millions d'agents pour la fonction publique d'Etat,
- 1,2 millions d'agents pour la fonction publique hospitalière,
- 1,9 million d'agents dans la fonction publique territoriale.

Fonction
publique



5,5 millions d'agents

Entreprises
publiques



800 000 salariés

B) Les monopoles publics

Doc 20 : La constitution des monopoles publics

Les diverses nationalisations en 1936 (SNCF, par exemple), en 1945 (EDF) [et la création de la RATP en 1949] ont montré la nécessité de monopoles publics pour la fourniture de services publics. En effet, l'avènement de réseaux (chemin de fer, électricité) repose sur des investissements initiaux très lourds qui ne peuvent pas être assurés correctement et sur une longue période par le secteur privé. La théorie économique montre qu'il peut être nécessaire de confier à l'État la propriété d'un monopole produisant certains services collectifs. Lorsque la production de ceux-ci exige un important investissement de départ, ce qui est le cas pour tous les services publics en réseaux, l'entreprise se retrouve rapidement en situation de monopole car elle bénéficie de rendements croissants, c'est-à-dire que la production du service coûte d'autant moins cher à l'unité qu'il est produit en grandes quantités; les économistes parlent alors de monopole naturel car la concurrence n'est pas facilement praticable.

J.-Y. Capul, O. Garnier, Dico SES, Hatier, 2017

■ Q41 : Justifiez l'existence de monopoles publics.

Pour certaines activités (transports ferroviaires, télécommunications, distribution de certaines sources d'énergie telles que le gaz ou l'électricité, ...); l'ampleur des infrastructures et des équipements nécessaires avant même toute production implique que l'on ne peut tirer le meilleur parti qu'à partir d'un volume de production considérable.

Un monopole se retrouve avec un pouvoir économique très important qui ne peut être confié à un acteur privé et doit être pris en charge par l'Etat.

Doc 21 (extrait) : La SNCF et l'ouverture à la concurrence

On pourra bientôt prendre le train sans entendre le fameux jingle de la SNCF. À partir de 2021, des opérateurs privés pourront en effet commencer à faire rouler leurs propres trains sur le réseau ferroviaire français, mettant fin à plus de quatre-vingts ans de monopole de la Société nationale des chemins de fer sur le transport de voyageurs.

Comment s'explique le monopole de la SNCF ?

Depuis la nationalisation des chemins de fer, en 1937, la SNCF est la seule société autorisée à transporter des voyageurs par le train. Ce monopole était essentiellement motivé par l'idée que le transport ferroviaire était un service public, qui ne devait pas être soumis à la logique du marché.

Opérateur historique et unique, l'entreprise publique SNCF pouvait donc assumer les missions que lui confiait l'État (son principal actionnaire), y compris si elles n'étaient pas lucratives : cela lui permettait par exemple d'assurer des petites lignes non rentables, mais importantes dans une logique d'aménagement du territoire. [...]

M. Vaudano, « SNCF : que signifie l'ouverture à la concurrence ? », Le Monde

■ Q42 : Présentez l'origine du monopole de la SNCF.

Le monopole de la SNCF date de 1937 au moment de la nationalisation des chemins de fer. Ce monopole répondait à la fois à la nécessité d'assurer un service public de transport à toute la population et à un besoin stratégique d'aménagement du territoire : aucune région ne devait être isolée.

Doc 21 (extrait) : La SNCF et l'ouverture à la concurrence

Que signifie « libéraliser » ?

[...] La Commission européenne voyait dans ces monopoles nationaux un frein à la croissance économique, un obstacle à la baisse des prix et une explication de la mauvaise santé du secteur ferroviaire. C'est pourquoi elle a engagé, au début des années 1990, un processus de libéralisation du rail. Cela ne signifie pas que la SNCF doit forcément être privatisée, mais qu'elle doit être mise sur un pied d'égalité avec des concurrents privés, qui doivent pouvoir proposer leurs propres services de transport ferroviaire.

Compte tenu des fortes résistances de certains États (dont la France) et des risques que la concurrence pouvait faire porter sur les opérateurs historiques et pour le maintien des objectifs de service public, cette libéralisation a été très progressive, et ne devrait être finalisée qu'autour de 2020.

M. Vaudano, « SNCF : que signifie l'ouverture à la concurrence ? », Le Monde

■ Q43 : Expliquez les raisons de la fin prochaine de ce monopole.

Un monopole peut être considéré comme un frein à la croissance : le jeu de la concurrence n'étant pas présent, les prix baissent peu ou ne baissent pas (ce qui pénalise le consommateur) et la dynamique d'innovation est peu présente.

Remarque : Ce constat n'est pas toujours pertinent dans la mesure où les prix des monopoles d'Etat sont encadrés par l'Etat, et n'évoluent donc pas en pénalisant le consommateur, contrairement aux monopoles privés.



L'ETAT DOIT-IL INTERDIRE LES MONOPOLES ET LES OLIGOPOLES ?



PLUS DE VIDÉOS



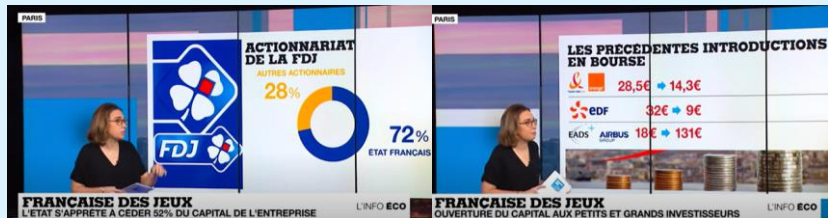
Chapitre 1 : L'intervention de l'Etat

1. Quel est le rôle de l'Etat ?
2. Quels sont les degrés d'intervention de l'Etat dans l'économie ?
3. Quelles sont les ressources et les dépenses de l'Etat ?
4. Quelles sont les caractéristiques et les évolutions de l'Etat employeur ?

Objectifs :

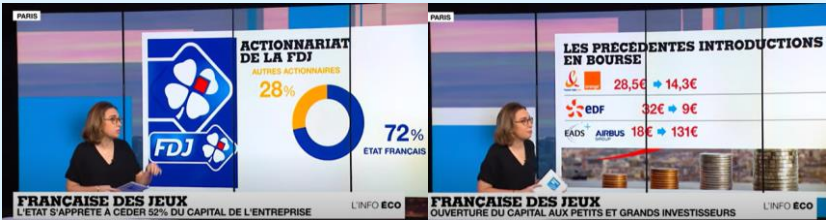
- Expliquer les différences entre les notions d'Etat-gendarme et d'Etat-providence et envisager le degré de participation de l'Etat à l'économie via des entreprises publiques, semi-publiques ou privées.
- Distinguer le déficit public de la dette publique

Doc 19 : privatisation de la FDJ - Top départ



- Question Vidéo - 1 :
Pourquoi utilise-t-on l'expression « Privatisation » ? .
- Question Vidéo - 2 :
Quelle part du Capital détenait l'Etat ?
- Question Vidéo 3 :
En 2020, peut-on dire que la Française Des Jeux (F.D.J.) est une entreprise publique ? Pourquoi ?
- Question Vidéo 4 :
Les Français sont-ils passionnés par la bourse, le sont-ils de plus en plus ou de moins en moins ?
Depuis quand et pourquoi selon vous ?
- Question Vidéo 5 :
L'achat d'actions lors d'une privatisation représente-il un investissement obligatoirement rentable ?
- Question Vidéo 6 :
Pour quelles raisons l'Etat a privatisé la FDJ ?

Doc 19 : privatisation de la FDJ - Top départ



Résumé :

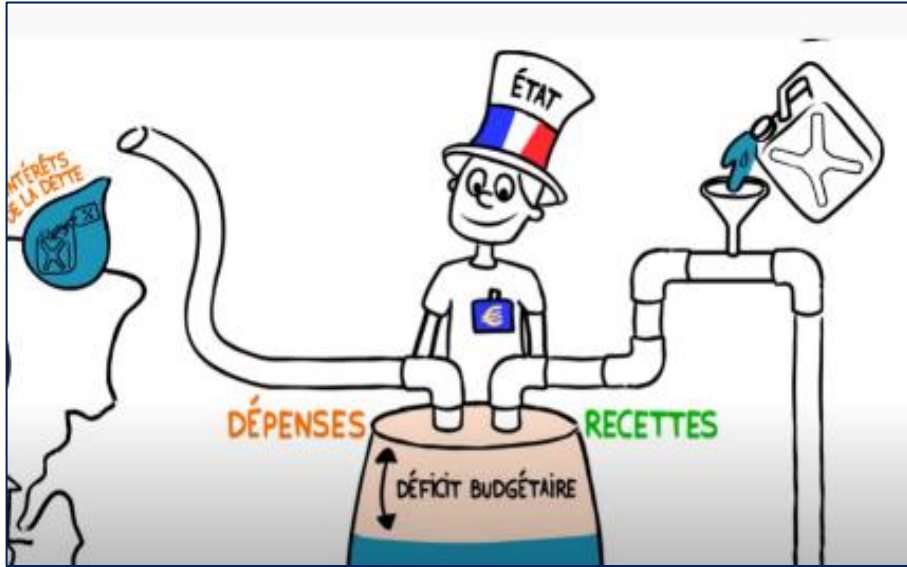
Le 21 novembre 2019, l'État français a procédé à la privatisation de la Française des jeux. L'État, qui détenait 72 % du capital de cette entreprise publique depuis sa création en 1972, a mis en vente 52 % de ce capital sous forme d'actions et a conservé seulement 20 % du capital.

Cette privatisation traduit un désengagement de l'État qui ne détient plus la majorité du capital. Ainsi, la FDJ devient une entreprise privée (ou semi-publique).

Avec cette opération, l'État vise un double objectif :

- d'une part, un désendettement de l'État, puisque la privatisation rapportera entre 1,6 et 2 milliards d'euros ;
- d'autre part, l'alimentation d'un fonds pour financer l'innovation.

Doc Vidéo : L'élaboration du budget de l'Etat



- **Question Vidéo - 1 :**
Qu'entend-t-on par recettes fiscales ?
- **Question Vidéo - 2 :**
Quelles sont les quatre grandes catégories de dépenses de l'Etat ?

Question Vidéo - 1 : Qu'entend-t-on par recettes fiscales ?

Les recettes fiscales désignent les impôts et taxes prélevés selon les règles fiscales en vigueur. 95% de ces recettes proviennent des impôts et taxes (prélèvements obligatoires)

Question Vidéo - 2 : Quelles sont les quatre grandes catégories de dépenses de l'Etat ?

Les quatre grandes catégories de dépenses de l'État sont :

- les dépenses de fonctionnement (comme les rémunérations des agents de l'État) ;
- les dépenses d'intervention dans le domaine social et économique, au niveau national et international ;
- les dépenses d'équipement et d'investissement (comme les dépenses d'infrastructures, ex: les routes) ;
- la charge de la dette : ce sont les intérêts liés à l'endettement de l'État en situation de déficit budgétaire (les dépenses de l'État excèdent les recettes de l'État).